



Sommaire

C.A. DE L'ANEF DU 26 MARS 2004	1
ENSEIGNEMENTS	3
COLLOQUES	17
APPELS À CONTRIBUTIONS	19
RÉSEAUX	27
LES MEMBRES DE L'ANEF	31
LIVRES	45
Comptes rendus	45
Parutions	74
REVUES	95
HUMOUR	103
BULLETINS DE COMMANDE	105
STATUTS	107
ADHÉSION, ABONNEMENT	109



Compte rendu du C.A.

Conseil d'administration de l'ANEF du 26 mars 2004

Présentes : Muriel Andriocci, Nicole Décuré, Elsa Dorlin, Michèle Ferrand, Annik Houel, Nicky Le Feuvre, Françoise Picq

Invitée : Hélène Rouch

Excusées : Geneviève Cresson, Dominique Fougeyrollas

1. ATHÉNA

Rappel : AOIFE chapeaute à la fois ATHENA et les projets de recherche des 5^e et 6^e PCRD. Une Polonaise a remplacé Harriet Silius à la présidence d'AOIFE.

Un deuxième appel d'offres pour le 6^e PCRD doit sortir au printemps ou dans l'été. Plusieurs structures d'études féministes sont impliquées dans un intense travail de lobbying auprès de la DG recherche de la Commission européenne pour qu'il y ait un axe explicite de recherche sur le genre.

AOIFE a déposé un projet de création d'un institut européen d'études féministes. Le projet a été rejeté pour des raisons précieuses. Le projet sera déposé à nouveau lors du prochain appel d'offres.

2. SUBVENTION SERVICE DROITS DES FEMMES

Annik Houel et Françoise Picq sont allées aux Droits des Femmes plaider notre cause. L'ANEF vient d'obtenir une subvention sur trois ans : 1372 € sur deux ans et une troisième année à 3372 € à condition que nous organisions une journée exceptionnelle (décembre 2005).

3. RENCONTRE DES CHARGÉES DE MISSION « ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES DANS LES UNIVERSITÉS », À REIMS LE 15 MARS 2004

Il y a des projets qui marchent bien à certains endroits malgré la variété des statuts et positions. Un nouvel appel d'offres FSE à l'intention des universités va être lancé pour la continuation de ces programmes et/ou de nouveaux projets. Il serait important que les universités qui n'ont pas postulé jusqu'à maintenant le fassent pour cet appel d'offres qui sera le dernier.

4. RING

Le PPF de Paris 7 s'arrête fin 2004. Paris 8 doit prendre le relais mais n'aura ni locaux ni secrétariat. Le CEDREF est menacé de disparition fin 2004. Il doit y avoir des rencontres avec différentes instances pour trouver une solution pour que le CEDREF ait une existence légale. Comment sauver le pôle études féministes à Paris 7 ?

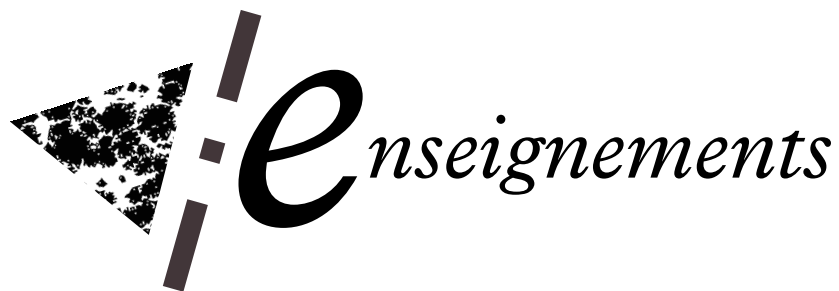
5. LMD

Plusieurs universités vont le mettre en place à la rentrée. Il est important, vu les prochains départs massifs à la retraite, de prévoir des enseignements « genre » qui, une fois qu'ils seront dans les maquettes, devront être assurés.

6. TABLE RONDE

« Enseignements et recherche sur le genre en France et en Europe ». Samedi 5 juin, salle Raymond-Aron, Paris-Dauphine. Discussions sur les invité/es possibles.





Université de Reims Champagne-Ardenne

Faculté de droit et science politique

Diplôme d'études supérieures spécialisées (D.E.S.S)
Année universitaire 2004-2005

Conseiller/e - Médiateur/e « Genres et sexualités »

Directeur : M. Matuszewicz, maître de conférences à l'Université de Reims.

Co-directeur : Mme M.-C. Royer, maître de conférences à l'Université de Reims.

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Depuis quelques années, les questions de genre et de sexe ont pris une importance de plus en plus grande, non seulement sur la scène politique et médiatique (débat sur la parité et le pacs) mais aussi dans la vie quotidienne et le fonctionnement des administrations, de la justice, des entreprises et des associations. La réforme du divorce inscrit la médiation dans le Code civil et l'éducation à la sexualité doit maintenant être réalisée à tous les niveaux du secondaire.

La conception des droits de l'homme qui implique une meilleure reconnaissance de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la diversité des sexualités et des modes de vie dans

l'ensemble de la société doit également trouver une traduction dans la formation universitaire. C'est pourquoi la Faculté de droit et de science politique de l'Université de Reims Champagne-Ardenne a mis en place un centre de recherche intitulé : Observatoire des mœurs.

Dans ce cadre, est ouverte depuis la rentrée 2000 une formation de troisième cycle, diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) : conseiller/e – médiateur/e : genres et sexualités. Dans l'organisation du travail (administrations, entreprises, syndicats, etc.), dans le secteur du travail social et associatif, dans la justice, se manifeste une demande d'expertise sur les questions soulevées par le DESS. Cela se traduit aussi bien par la création d'emplois spécifiques (notamment dans les grandes entreprises, les administrations et les collectivités territoriales) que par l'évolution de certaines fonctions et par un rôle de consultant.

MODALITÉS D'ACCÈS

Pour être inscrit au DESS, il faut être titulaire d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent ou pouvoir justifier d'une expérience professionnelle, culturelle ou sociale.

Pour une demande de validation d'acquis professionnels, les candidats doivent s'adresser en premier lieu au S.U.E.P.C.A –11, bd de la Paix (3^e étage), bât. AGF – 51100 Reims.

1^{re} sélection : 20 septembre 2004 ; 2^e sélection : 11 octobre 2004.

Le dossier de candidature devra comprendre un curriculum-vitae complet, une lettre de motivation et les photocopies des diplômes et attestations d'activités.

Les listes de candidats et candidates admis(es) à suivre les enseignements font l'objet d'un affichage sur les tableaux correspondants de la faculté. Les étudiants et étudiantes admis(es) à suivre le DESS devront ensuite faire leur inscription administrative à l'Université.

RENSEIGNEMENTS ET PRÉINSCRIPTIONS

Faculté de droit et science politique. Secrétariat 3^e cycle,
bureau 3015 – 57 bis, rue Pierre-Taittinger 51096 Reims cedex.

Tél. : 03 26 91 83 62 – Télécopieur : 03 26 91 86 44

Courriel : claudine.gobert@univ-reims.fr

ENSEIGNEMENT

320 heures : cours + cycle de conférences par des praticiens.

Les enseignements sont organisés à raison de deux jours par semaine : les lundis et mardis du 18 octobre 2004 à fin mai 2005, de 9 h 15 à 17 h 45, afin de permettre une meilleure insertion des étudiants et étudiantes salarié(e)s ou en congé de formation à temps partiel. L'assiduité aux cours est requise.

▲ Sexe et nature : les interrogations du masculin et du féminin

Christiane Veauvy, chargée de recherche au CNRS, a notamment publié : *Paroles oubliées, les femmes et la construction de l'État-nation* (1997).

▲ Hommes-femmes : les droits politiques

Marie-Claude Royer, maître de conférences en science politique (Reims).

▲ Hommes-femmes face au travail

Sandrine Lemièrre et Marlyse Pouchol, maîtres de conférences en science économique (Reims).

▲ Femmes-hommes : espace public, espace privé

Michèle Severs, maître de conférences à l'Université de Reims.

▲ Droit et division des sexes : une approche historique

Marie-Claude Royer, maître de conférences en science politique (Reims).

▲ Sexualité, Islam et droits des femmes au Maroc

Laurent Beurdeley, maître de conférences en droit public (Reims).

▲ La protection juridique de la vie privée en Europe ; le principe d'égalité en Europe

Franck Lafaille, maître de conférences en droit public (Reims).

▲ La construction de la liberté sexuelle

Hélène Marquié, chargée d'enseignement (Reims) ; Louis-Georges Tin, ATER en science politique, a notamment publié : Dictionnaire de l'homophobie (dir.), Paris, Presses universitaires de France, 2003 ; Homosexualités : expression/répression (dir.), actes du colloque de l'École normale supérieure, Stock, 2000.

▲ Invention juridique, identité politique et minorité sexuelle

Yves Roussel, PRAG, a notamment publié : Le mouvement homosexuel français face aux stratégies identitaires (1995) et Au risque de Foucault (1997), Le pacs juridique et pratique (avec Gérard Ignasse, 2000).

▲ Partis politiques, genre et sexualité

Régis Matuszewicz, maître de conférences en science politique (Reims).

▲ Analyse profémiste de genre et de la domination masculine

Daniel Welzer-Lang, maître de conférences (Toulouse-Le Mirail), a notamment publié : La peur de l'autre en soi, du sexisme à l'homophobie (1994), et Violence et masculinité (1998).

▲ Lesbianisme et féminisme

Natacha Chetcuti, chargée d'enseignement (Reims), spécialiste du lesbianisme.

▲ Homoparentalité et homophobie

Flora Leroy-Forgeot, chargée d'enseignement (Paris 13), a notamment publié : Histoire juridique de l'homosexualité en Europe (1997), Réalités de l'homoparentalité (1999).

▲ Art, genre et sexe

Frédérique Desbuissons, maître de conférences en lettres (Reims).

- ▲ Corps, genre et sexe
Hélène Marquié, chargée d'enseignement (Reims).
- ▲ Médiations : méthodes et applications
Jean-Édouard Gresy, professionnel de la médiation.
- ▲ Conférences : Conseillère conjugale, déléguée régionale aux droits des femmes, étranger-e-s invité-e-s (Maroc, Inde, Québec, etc.), associations.
- ▲ Stage : Les étudiants et étudiantes doivent réaliser un stage (ou plusieurs stages) d'une durée totale de trois mois en entreprise, administration ou association. Le stage fait l'objet d'un rapport de stage. Les professionnels et praticiens sont dispensés du stage, mais ils sont alors soumis à un exposé-discussion.

MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

1^{re} session : juin et septembre 2005

Admissibilité :

- Écrit sur un sujet portant sur la problématique d'ensemble du DESS (4 heures, coef. 4).
- Oral ou contrôle continu dans chacun des six modules d'enseignement (qui regroupent les cours dont la liste se trouve ci-dessus ; coef. 1 pour chaque module) :

Module 1 : Droit et division des sexes ; sexe et nature ; analyse proféministe de genre

Module 2 : Hommes-femmes : les droits politiques ; face au travail ; fonction publique ; sexualité, Islam et droits des femmes au Maroc

Module 3 : Invention juridique, identité et minorité sexuelle ; protection juridique de la vie privée en Europe

Module 4 : Homoparentalité et homophobie ; lesbianisme et féminisme, sexe et art

Module 5 : Construction de la liberté sexuelle ; corps, genre et sexualité ; partis, genre et sexualité ; médiations : méthode et application

Module 6 : Anglais des mœurs (anglais appliqué à la notion de genre)

– Rapport de stage ou exposé-discussion pour les professionnels qui en sont dispensés (coef. 4)

Admission :

– Soutenance d'un mémoire dont le sujet a été arrêté en début d'année universitaire (coef. 4)

Pour être déclaré admis, l'étudiant(e) doit avoir obtenu une moyenne générale au moins égale à 10/20 à l'ensemble des épreuves.

2^e session : novembre/d cembre 2005

Les candidat(e)s non admissibles à la 1^{re} session doivent repasser à la 2^e session toutes les matières, à l'exception, s'ils/elles le souhaitent, de celles dans lesquelles ils/elles avaient obtenu une note égale ou supérieure à la moyenne. Les admissibles qui n'auraient pas soutenu leur mémoire lors de la première session peuvent le faire à la deuxième.

Possibilité de réaliser le diplôme sur deux années universitaires.

Les étudiant(e)s ayant obtenu les meilleurs résultats, notamment dans leurs travaux de recherche, pourront être admis(es) à poursuivre en thèse de doctorat.

Fonds social européen

Égalité des chances entre les femmes et les hommes et financement FSE 2000-2006

ACTIONS FINANCÉES AU TITRE DE :

Objectif 3 : Actions en faveur de l'éducation et de la formation.

Axe 5 : Amélioration de l'accès et de la participation des femmes au marché du travail.

Mesure 8 : Développer l'accès et la participation des femmes au marché du travail.

Mesure 9 : Actions pour mobiliser les acteurs à la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité entre hommes et femmes.

Le FSE intervient pour 45 % du budget total de l'opération. Les 55 % complémentaires doivent provenir de fonds publics.

L'établissement apporte 100 %, le FSE rembourse 45 % (par l'intermédiaire du ministère de l'Éducation nationale), trois fois par an sur état de dépense aux 30 avril, 30 septembre et 31 décembre.

Les contreparties publiques pourront être issues du niveau national et/ou local.

La contrepartie publique peut être constituée par :

- fonds de l'établissement : dotation de fonctionnement ;
- fonds dotation contractuelle ;
- fonds en provenance des collectivités territoriales ;
- les crédits du ministère pour les traitements des fonctionnaires (dans certaines conditions) ou pour les actions de formation, les études ou pour l'élaboration d'outils pédagogiques.

Les fonds déclarés au titre de contrepartie publique ne doivent pas avoir été déjà engagés sur d'autres projets cofinancés par le Fonds social européen (FSE).

Cette mention doit clairement apparaître sur le document de certification (annexe III).

Le FSE ne finance que du fonctionnement (aucune dépense de matériel ou de biens amortissables).

Le montant des salaires peut être imputé dans des conditions précises :

- la personne doit être explicitement chargée de mission, donc lettre de mission pour tout ou partie du service ;
- le salaire chargé peut alors être pris en compte au « prorata temporis » ;
- la mission doit porter sur des tâches qui ne sont pas intégrées aux activités statutaires de l'agent.

On passe d'une logique de subvention préalable à une logique de remboursement sur dépenses réalisées.

Les dépenses sont à justifier.

Trois échéances : 30 avril – 30 septembre – 31 décembre.

Le remboursement pourra ainsi intervenir 3 fois par an en fonction des dépenses déclarées à ces trois dates.

Un tableau général est à renseigner chaque année.

Des contrôles « a posteriori » auront lieu, par des autorités de contrôle françaises et/ou européennes.

Si la justification n'est pas probante, le remboursement des sommes sera demandé.

Il faut donc :

- organiser la « traçabilité » des dépenses dès le début de la mise en œuvre du projet (voir avec l'agent comptable pour la création d'un centre de responsabilité spécifique R4 – site cr2i : www.cr2i.com) ;
- garder les documents et justificatifs pendant une période de dix ans après le dernier versement FSE.

Une obligation de publicité s'attache au financement FSE. La mention « avec le soutien financier du FSE » (plus drapeau euro-

péen) doit figurer sur l'ensemble des documents liés au projet et des manifestations. Pour vous aider, un guide peut être téléchargé à partir du site du cr2i, rubrique bibliographie, sous-rubrique diffusion, publicité, propriété intellectuelle ; voir également la rubrique logo.

Contact : dominique.torsat@education.gouv.fr
Tél. 01 55 55 10 83 – Fax : 01 55 55 29 39

Appel à projets pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes

Programmation 2005-2006

GÉNÉRALITÉS

Le Fonds social européen vise à « soutenir l'adaptation et la modernisation des politiques et des systèmes d'éducation, de formation et d'emploi ». (Objectif 3)

Parmi les axes de développement de cet objectif, l'axe 5 se décline dans les mesures 8 et 9 désormais fusionnées en une unique mesure 8/9 dont l'objectif vise :

- à faciliter l'entrée des jeunes filles dans l'activité professionnelle et l'insertion des femmes en recherche d'emploi ;
- la diversité des filières de formation professionnelles des jeunes filles et le développement des carrières professionnelles des femmes ;
- favoriser l'articulation des temps de vie et la mobilisation des acteurs pour assurer l'effectivité de la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

OBJET DE L'APPEL À PROJET

Dans ce cadre, différents types d'actions, notamment prévus dans le document de référence sur le complément de programmation, pourront être soutenus par le FSE.

Favoriser l'élargissement des choix professionnels des jeunes filles et faciliter leur entrée dans l'activité professionnelle

– Élaborer, expérimenter, valider puis généraliser, dans le cadre de la formation initiale et continue des enseignants et des autres décideurs du système éducatif, une démarche pédagogique visant à faire réfléchir sur l'égalité des chances entre hommes et femmes et à introduire cette thématique dans l'enseignement auprès des élèves et des étudiants : conception de la formation et des outils, notamment relevant des technologies nouvelles (TICE), mise en œuvre, évaluation, formation des formateurs et diffusion des outils.

– L'élargissement des choix professionnels des jeunes filles sera favorisé en leur donnant une meilleure information sur les métiers, leurs débouchés et le monde du travail à travers notamment : des démarches pédagogiques permettant de faire évoluer l'image des métiers et des rôles sexués qui y sont attachés, la découverte de l'entreprise et des métiers, la mise en œuvre de campagnes d'information et de sensibilisation sur les femmes et les sciences, l'organisation de forums, de rencontres avec des professionnels, de colloques, de salons, de journées « portes ouvertes », l'élaboration et la diffusion d'informations sur les métiers (plaquettes, affiches), la féminisation des noms de métiers et la diffusion d'informations à travers différents média (affiches, brochures, C.D. Rom, vidéo, émissions de radio, de télévision, site Internet, etc.).

Favoriser le développement des carrières professionnelles des femmes et leur mobilité géographique

– L'orientation des jeunes filles vers des formations scientifiques et techniques, notamment les technologies de l'information et de la communication TICE, sera encouragée via des actions de sensibilisation et d'information.

– Favoriser l'aide à la mobilité internationale et à l'insertion professionnelle, d'une part pour des étudiantes quel que soit leur

sujet de recherche ; d'autre part, pour des étudiantes et des étudiants dont les travaux portent sur le genre, qui ne bénéficient pas d'aide d'autre nature.

– Développer la place des femmes, enseignantes-chercheuses, dans l'espace scientifique européen.

Favoriser l'articulation des temps de vie

– Favoriser et accompagner la mise en place d'observatoires sur les politiques d'articulation des temps de vie (recensement des outils et études existants, capitalisation et diffusion) et d'évaluation de leur impact sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

Mobiliser et professionnaliser les acteurs la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes

La mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes suppose la construction d'une méthode d'action et la création d'outils nouveaux qui engagent l'ensemble des acteurs. Le FSE peut intervenir dans ce cadre pour soutenir :

– les actions d'animation, de coordination, de mise en réseau des partenaires et d'appui aux réseaux existants, notamment par la mise en place de chargé(e)s de mission à l'égalité des chances ;

– les actions de recensement, d'analyse, de capitalisation et de diffusion des données sexuées, quantitatives et qualitatives relatives aux acteurs des établissements (étudiants, IATOS et enseignants) en complément des dispositifs nationaux existants ;

– les actions d'évaluation de l'impact sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes des actions, dispositifs ou mesures financés ;

– la capitalisation et la diffusion des bonnes pratiques et des outils existants en matière d'égalité des chances entre les femmes et les hommes ;

– la conception, la mise en œuvre et l'évaluation d'actions de sensibilisation et de formation des acteurs publics et privés (décideurs, prescripteurs, opérateurs et financeurs) à la prise en compte de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes : sessions de formation spécifiques, colloques, séminaires, campagnes de communication via différents média, modules de formation, en particulier sensibilisation des personnels administratifs et enseignants, des étudiants sur la place des femmes dans l'établissement.

CONTRAINTES

Pour les établissements s'étant déjà engagés dans le processus, le projet ne doit pas être une simple poursuite de l'existant, mais présenter des éléments et développements nouveaux.

Le projet ne doit pas se substituer à une démarche déjà engagée par l'établissement et ne peut couvrir une obligation statutaire de l'établissement, il doit présenter une action nouvelle qui ne pourrait prendre forme sans le concours du FSE.

Au cours du déroulement du projet, les dépenses occasionnées seront, dans un premier temps, intégralement couvertes par l'établissement. Dans un second temps, lorsqu'il s'agira de dépenses éligibles et que les déclarations auront été faites en bonne et due forme dans le respect du conventionnement autorisé, le FSE procédera au remboursement de 45 % des dépenses effectives. L'établissement doit être donc en mesure d'assurer la couverture de 55 % du budget prévisionnel du projet.

Un rapport annuel d'activités doit être produit par l'établissement. Il comporte des données qualitatives et quantitatives (transmises à la chargée de mission égalité des chances auprès de la DES). Son volet financier doit être adressé au bureau de la DES chargé du suivi budgétaire et financier des dispositifs co-financés.

Chaque projet co-financé peut donner lieu à un contrôle diligenté par l'IGAENR, au titre du contrôle des 5 %, ou par la

Commission interministérielle de contrôle du commerce (CICC),
voire par la Cour des comptes européenne.

PRÉSENTATION DES DOSSIERS

Les formulaires nécessaires au dépôt des dossiers sont téléchargeables sur le site internet de la DES à l'adresse : <http://ides.pleiade.education.fr> (rubrique téléchargement utilisateur « des » mots de passe « ides »).

Ils devront être adressés à la DES avant le 1^{er} juillet 2004.

- Un exemplaire signé du président ou directeur de l'établissement sera adressé :

à l'attention de Mme Armelle Lebras-Chopart,

à l'attention de M. Didier Wagner

- les fichiers seront acheminés par voie de messagerie à l'adresse suivante : didier.wagner@education.gouv.fr

AGENDA

– Retour des dossiers à la DES pour le 1^{er} juillet 2004.

– Possibilité, en fonction du dossier, de demande de compléments d'information de la part de la DES jusqu'à fin juillet 2004.

– Date de réponse aux établissements après sélection : première quinzaine de novembre 2004.

– Date de signature prévue de la convention pour les établissements retenus entre mi-novembre et mi-décembre 2004.

– Début de mise en œuvre du projet : démarrage au plus tôt au 1^{er} janvier 2005.



Colloque

▲ « *Space and Time for Equality* »

Towards which citizenship model ?

SARE 2004. Bilbao, november 10-11, 2004, Palacio Euskalduna Jauregia. Organized by : Emakunde – Basque Institute for Women, Manuel Iradier, 36 - 01005 Vitoria - Gasteiz

Women have played an important role in cultural process and the construction of nations. This is evident in rites and mythology. The role of women and their secret societies was also an important phenomenon in ancient rural Basque civilisation.

Within this framework, women are symbolised as crafters of time and weavers of existence, a labyrinth of alternative roads and possibilities. Thus the web of female ancestors («amama-sare») is woven [Source: Txema Hornilla, *La mujer en los ritos y mitos vascos*, Ed. Txertoa, 1989.]

With the SARE meetings, Emakunde wishes to pay tribute to all the women who went before us, and create new networks aimed at weaving space and time for equality.

First day

- Opening paper, «Citizenship rights in Europe: civil, social, political and economic rights»

- Panel I: «Economic framework: generation and redistribution of wealth»
«Welfare and citizens States»

Second day

Panel II: «Political models: the impact of globalisation and neoliberalism on exercising citizenship»

Panel III: «Social position, democracy and citizenship»

Panel IV: «Daily life: time, work and welfare in daily management»

Final paper: «Towards a citizenship model: sharing rights, time and resources»

More information: Organisation secretariat:

Tisa Congressos, San Vicente, 8 -7°. Edif. Albia II, 48001 Bilbao.
Tel. (34) 94 424 39 97 – congreso@tisasa.es – www.tisasa.es



Appels à contributions

« Genre et militantisme »

Les 26 et 27 novembre 2004. Colloque international organisé par le CRAPUL (Centre de recherches sur l'action politique de l'Université de Lausanne) et le LIEGE (Laboratoire interuniversitaire en études Genre, Université de Lausanne). Le colloque se tiendra à l'Université de Lausanne.

Responsables scientifiques : Olivier Fillieule (IEPI-Institut d'études politiques et internationales /CRAPUL et Paris I, CPRS-CNRS) et Patricia Roux (ISCM-Institut de sociologie des communications de masse /LIEGE)

Comité scientifique : Christine Bard (Université d'Angers), Christine Delphy (CNRS, NQF), Jules Falquet (Jussieu Paris 7, CSPRD, CREDAL), Philippe Gottraux (IEPI-Université de Lausanne), Sébastien Guex (IHES, Université de Lausanne), Danièle Kergoat (GEDISST-CNRS/IRESO), Lilian Mathieu (CNRS-LASP Nanterre), Eric Neveu (IEP de Rennes-CRAPE), Cécile Péchu (IEPI-Université de Lausanne), Johanna Siméant (Université de Lille), Bernard Voutat (IEPI-Université de Lausanne).

Les propositions de communications (1 à 2 pages, intégrant problématique, terrain, méthodologie, etc.) doivent être adressées par fichier électronique en doc attaché RTF à :

Olivier Fillieule (olivier.fillieule@iepi.unil.ch) et
Patricia Roux (patricia.roux@iscm.unil.ch)

Calendrier :

Clôture des dépôts de proposition de communication : 31 mars 2004. Sélection des propositions par le comité scientifique : 31 mai 2004. Envoi des communications écrites : 30 septembre 2004 (en vue d'une publication des actes du colloque).

Langues de travail : français et anglais.

Nota : les communications de doctorant-e-s sont fortement encouragées et feront l'objet d'une attention particulière en matière de soutien financier.

APPEL À CONTRIBUER

Ce colloque est né de la rencontre entre deux groupes de chercheur-e-s soucieux d'engager une réflexion commune à partir de leurs orientations propres de travail et de recherche, le CRAPUL (Centre de recherches sur l'action politique de l'Université de Lausanne), dont les membres se regroupent autour de l'étude de l'action collective, du militantisme et des mouvements sociaux, et le LIEGE (Laboratoire interuniversitaire en études Genre, UNIL), réseau dont les activités d'information et d'échange en Suisse sont centrées sur les questions de genre et d'égalité des sexes. L'ambition, bien entendu, n'est pas de simplement juxtaposer des approches distinctes à propos d'un objet (ici le militantisme), mais de croiser les points de vue. Plus précisément, il s'agit d'engager un dialogue : mettre le militantisme à l'épreuve d'une perspective de genre, mais aussi, par effet de miroir, la construction du genre à l'épreuve du militantisme, le genre étant conçu, dans cette optique, comme une organisation sociale qui divise l'humanité en deux groupes de sexe, leur assigne des fonctions différentes et hiérarchisées, institue l'hétérosexualité en norme dominante et légitime la domination masculine.

Dès lors, cet appel s'adresse à des contributions susceptibles de s'inscrire au croisement de ces problématiques et d'en éclairer la pertinence, voire le potentiel innovateur.

D'une part, il s'agit d'analyser le militantisme sous l'angle des rapports sociaux de sexe. La dimension du genre dans l'étude de cet objet (plus largement de l'action collective et des mouvements sociaux) apparaît peu explorée dans la littérature. Elle est même très souvent ignorée, sinon occultée : les mouvements sont appréhendés comme s'ils étaient « neutres », c'est-à-dire indifférents aux rapports sociaux de sexe qui pourtant les structurent en partie. Or, cette dimension constitue un aspect décisif des pratiques militantes, puisqu'elle affecte les insertions militantes et leurs différentes modalités, les modèles de fonctionnement et d'organisation des mouvements, ainsi que le contenu (discours, revendications, programmes) des actions collectives.

D'autre part, s'imbrique dans ce premier questionnement une analyse de la contribution des pratiques militantes à la (re)production des rapports sociaux de sexe. L'interrogation porte ici sur la façon dont la domination masculine manifeste, avec plus ou moins de rigueur selon les lieux, son caractère transversal dans le monde social. Il s'agit en particulier de saisir les logiques par lesquelles les hiérarchies et inégalités produites par le système de genre imprègnent les actions collectives. De voir comment, en dépit peut-être de certaines apparences, ces logiques se déploient aussi dans des mouvements sociaux protestataires liés à des secteurs dominés dans la société. Et comment ces mouvements, qui peuvent être porteurs d'une critique sociale ou de revendications égalitaires, intègrent (ou non) la question du genre tant dans leurs pratiques que dans leurs discours.

DEUX AXES DE TRAVAIL

Les questionnements évoqués plus haut peuvent se traduire dans deux axes de travail, certes distingués ici, mais étroitement liés l'un à l'autre.

▲ Un premier axe entend aborder la question de la spécificité des trajectoires militantes (enrôlements, maintien des engagements et défection) en fonction du genre, autrement dit des rapports sociaux de sexe d'une part et de l'hétéronormativité de l'autre. L'on pourra s'interroger notamment sur le poids du genre dans plusieurs domaines.

Premièrement, dans la construction genrée et l'activation des systèmes de disposition, lesquels contribuent à déterminer les formes de la socialisation, les assignations d'attentes de rôle, ainsi qu'à façonner les perceptions de la réalité et le rapport au politique.

Deuxièmement dans la constitution genrée et le fonctionnement des réseaux relationnels, sachant que ceux-ci jouent dans l'engagement le rôle d'instance de socialisation et de conversion, par la mise à disposition de cadres d'interprétation du monde, mais aussi de producteurs d'opportunités de mobilisation. Existe-t-il à ce niveau des spécificités du point de vue : 1/ de l'inscription dans différentes sphères de vie (monde professionnel, espaces familiaux et de sociabilité, etc.) ; 2/ de la distinction entre sphère publique et sphère privée, du temps perçu comme disponible, ce qui revient à poser la question de possibles conflits de rôle et d'éventuelles renégociations identitaires ; 3/ des rapports de pouvoir et de la spécificités de la domination dans l'organisation et le fonctionnement de ces réseaux relationnels ; 4/ de l'économie des liens affectifs, enfin, autrement dit de la manière dont les relations amicales, amoureuses ou de haine contribuent à rapprocher ou séparer les individus dans le groupe militant ou en dehors du groupe ?

Troisièmement, observe-t-on une spécificité des rétributions (matérielles ou symboliques) attachées aux rôles et statuts militants en fonction du genre, étant entendu que les rétributions comportent également une dimension subjective et qu'elles peuvent être à la fois espérées avant l'engagement et poursuivies ensuite, mais aussi découvertes dans le cours de l'action,

produites en quelque sorte par l'expérience militante ? L'on pourra notamment s'interroger ici sur la valorisation différenciée de telles ou telles espèces de rétributions et sur les modalités de reconversion des ressources acquises dans le militantisme (notamment dans la sphère des activités professionnelles). L'on sera là aussi particulièrement attentif à la spécificité des identités endossées dans le cadre de l'action militante, sachant que certaines luttes dominées peuvent viser justement à la construction d'une identité positive et d'une visibilité sur la base d'une définition genrée de l'identité (mouvements féministes, homosexuels et lesbiens, etc.).

Quatrièmement, en quoi l'observation fine du fonctionnement des collectifs militants, notamment du point de vue des pratiques (partage des tâches, hiérarchisation des statuts, compétences reconnues ou valorisées, etc.), nous permet-elle d'avancer dans l'analyse des attentes que les organisations font peser sur les individus ? L'on se penchera ici tout particulièrement sur les effets que les groupements eux-mêmes ont sur les individus engagés (sélection, exclusion, transformation identitaires, etc.), à partir d'une réflexion sur les mécanismes par lesquels les collectifs produisent et reproduisent implicitement ou explicitement les rapports sociaux de sexe.

▲ Un second axe vise à comprendre comment la question du genre émerge dans la réflexion et l'action militantes, c'est-à-dire par quels processus des situations, des comportements, des rapports sociaux sont identifiés comme problématiques du point de vue du genre. Les mouvements féministes d'un côté, gays et lesbiens de l'autre, construisent leurs causes, par définition, à partir de ce point de vue, et font un travail de mise en évidence du problème qui aboutit à la formulation de revendications intégrant le genre. Toutefois, leur critique respective du système de genre reste parfois partielle : les premiers ont par exemple quelque difficulté à s'associer aux revendications homosexuelles, tandis que les seconds ne font pas forcément de la domination

masculine le cœur de leur analyse. Autrement dit, la façon dont ces mouvements identifient les problèmes de genre et y répondent est un domaine que ce second axe investiguera.

L'analyse portera également sur d'autres structures et mobilisations politiques. Dans un contexte marqué par les luttes contre le sexisme et l'homophobie, l'on peut se demander dans quelle mesure elles tiennent compte de la problématique de genre dans leur fonctionnement d'une part, et, d'autre part, dans la construction de leur réflexion et de leurs causes. Ainsi, il s'agira en premier lieu de voir comment les groupes militants s'interrogent sur leur fonctionnement genré : inégale répartition de la parole, inégale considération des idées avancées, pouvoir de définition des enjeux jugés prioritaires, choix des formes d'action, etc. Dans quelle mesure ce fonctionnement est-il perçu comme problématique au sein des groupes militants, et s'il l'est, observe-t-on une remise en cause fondamentale de la structure inégalitaire des rapports sociaux qui se construisent en interne, ou au contraire des mécanismes d'évitement du conflit et de justification des inégalités qui conduisent le groupe à reproduire le système de genre ?

Enfin, dans quelle mesure la critique du patriarcat et de l'hétéronormativité fait-elle partie du processus de constitution des causes militantes ? Quelles sont les pressions externes et les rapports de force internes qui conduisent à développer des catégories d'analyse, des modes d'intervention et des revendications ouvrant la voie à une renégociation du genre, voire à sa mise en cause plus radicale ? Dans ce cadre d'analyse, il s'agira aussi de déterminer le niveau de priorité accordé à la critique du système de genre qui, quand elle n'est pas absente, semble demeurer le plus souvent un objectif secondaire ou annexe, laissé à la charge des féministes, voire des femmes. Ainsi, ce colloque s'interrogera à la fois sur la manière dont se construisent les questions de genre dans l'action militante (au sein des mouvements sociaux, des syndicats, des partis, des collectifs féministes, gays et lesbiens,

des associations, etc.), sur l'appropriation et la transformation de ces questions et sur les procédés d'exclusion qui les marginalisent.

▲ *Les femmes et l'écriture de l'histoire (1400-1800)*
6^e colloque « Femmes écrivains de l'Ancien Régime »

Jeudi 19-Samedi 21 mai 2005. Colloque international organisé par le Centre d'études et de recherche Éditer/Interpréter (CÉRÉdI) et le Groupe de recherche en histoire (GRHIS) de l'Université de Rouen, avec l'Institut d'histoire moderne et contemporaine (CNRS-IHMC) et la Société internationale d'étude des femmes de l'Ancien Régime (SIEFAR) – Université de Rouen, Maison de l'Université de Mont-Saint-Aignan

APPEL À CONTRIBUER

Ce colloque qui porte sur la période 1400-1800 fait suite aux cinq colloques « Femmes écrivains de l'Ancien Régime », dont la dernière édition, « Lectrices d'Ancien Régime », s'est tenue à Rennes (2002). Il se propose d'aborder les questions suivantes.

– En tant qu'actrices et sujets d'histoire, quelles sont les manières dont les femmes d'Ancien Régime ont été représentées par les auteurs de recueils de femmes illustres, d'ouvrages de cette période relevant de la Querelle des femmes, d'ouvrages hagiographiques, de mémoires, etc. ? Dans cette production, peut-on distinguer des ouvrages qui proposent (à l'instar de la vision messianique d'un Guillaume Postel) une vision du temps originale à partir du rôle des femmes dans l'histoire ?

– En tant que réceptrices, destinatrices, inspiratrices ou commanditaires d'ouvrages historiques, quels types de textes ont-elles suscités de la part des éducateurs, éditeurs de recueils, mélanges ou bibliothèques historiques ? Quelle place occupe l'histoire dans l'éducation et les lectures des femmes de la Renaissance à l'aube du 19^e siècle ?

– En tant qu'historiennes, commanditaires ou auteures de textes à caractère historique, de quelles manières s'inscrivent-elles dans la production de leur temps et accompagnent-elles les évolutions historiographiques contemporaines ? Certaines ont-elles véritablement à cœur de laisser une mémoire d'actions ou de destins spécifiquement féminins ?

Priorité sera donnée aux propositions de communications synthétiques (abordant des questions théoriques, prenant en compte des corpus ou des périodes larges) ; on évitera donc autant que possible les pures monographies.

Organisé par des littéraires et des historiens, ce colloque se veut cependant le plus largement pluridisciplinaire : tous les spécialistes de sciences humaines pouvant contribuer à la réflexion y seront les bienvenus.

Comité scientifique : Jean-Claude Arnould, Myriam Dufour-Maître, Nicole Pellegrin, Sylvie Steinberg et Éliane Viennot. Renseignements et/ou propositions de communications, avant le 30 septembre 2004.

Inscriptions :
Sylvie.Steinberg@univ-rouen.fr ou jeanclaude.arnould@voila.fr
Adresse postale : Faculté des lettres et sciences humaines
En ligne sur le site de la SIEFAR (attention, nouvelle adresse) :
www.siefar.org



▲ Réseau Citoyennes d'Europe

Déclaration du Réseau Citoyennes d'Europe : « Politiques européennes et genre »

Le Réseau Citoyennes d'Europe (RCE) est une organisation dont l'objectif de base est la promotion et l'appui à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, comme étant l'un des principes fondamentaux de l'Europe démocratique,

Considérant que :

▲ Conformément à l'acquis communautaire en matière d'égalité des chances, les nouvelles institutions de l'Union doivent incorporer le principe de la représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les processus de prise de décisions et tenir compte de la perspective de genre dans toutes ses politiques.

▲ La démocratie paritaire ne signifie pas seulement une plus grande participation des femmes au niveau quantitatif, mais également une qualité meilleure et plus grande de genre dans la vertébration de la démocratie, augmentant ainsi le degré de légitimité des processus de prise de décisions.

▲ Dans tout processus politique, la qualité de genre implique non seulement l'équilibre de genre dans la représentation, mais également l'adoption du mainstreaming dans la définition, l'élaboration et l'application de toutes les politiques.

▲ Il faut avoir comme objectif fondamental, au moment de construire une nouvelle Europe constitutionnelle, de s'efforcer de créer une « nouvelle culture politique » plus incluyente incorporant la perspective de genre au contenu de toutes les politiques.

Déclare que :

▲ Lors de la prochaine législature, le Parlement européen devra élaborer une loi de procédure électorale, fondée sur des principes communs incorporant la représentation équilibrée de genre en tant que l'un des principes fondamentaux à respecter lors de la future élection de ses membres.

▲ La Commission européenne devra changer l'emplacement des organes responsables de la politique d'égalité des chances. Il faut incorporer la perspective de genre dans toutes les politiques de l'Union, en créant donc une Direction Générale d'Égalité, directement liée à la présidence de la Commission et ayant une structure permettant une coordination permanente avec les autres directions générales.

▲ Il faut doter l'institution de l'Ombudsman européen de meilleurs instruments de protection des droits. Par conséquent, il faut nommer un Défenseur(e) Adjoint(e), spécialisé(e) en genre.

▲ Il faut fournir de meilleurs mécanismes institutionnels afin de développer et de renforcer le dialogue entre les institutions et les organisations sociales.

▲ Il faut créer un Observatoire de genre, en tant qu'organe indépendant, dont le rôle fondamental sera le suivi des politiques d'égalité au niveau de toute l'Union ainsi que l'émission des rapports correspondants sur le degré d'efficacité et le transfert des propositions des différents secteurs, aussi bien institutionnels que de la société civile à la nouvelle Direction Générale d'Égalité et aux autres organes et institutions de l'Union européenne.

Avril - 2004

Contact : RCE@redciudadanas.org

▲ UNRISD*United Nations Research Institute for Social Development***“Beijing Plus Ten”**

The United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD) is preparing a major Policy Report on Gender and Development in order to shed light on some of the critical policy issues highlighted in the Beijing Platform for Action. This flagship report will be launched in March 2005, at the UN headquarters in New York, to coincide with the 10th anniversary of the Beijing world summit on women.

The struggle for gender equality and women’s rights in the last decade constituted a significant conjuncture marked by the fall of communism in Eastern and Central Europe, the transition from authoritarian regimes in many parts of Latin America and Africa, supportive administrations in power in industrialized countries, and broader shifts in the international policy agenda underlining the significance of democracy and rights for the development process. Progress at the national level was also facilitated by a series of major UN conferences where, despite persistent opposition from conservative forces, women’s rights advocates were able to make a significant impact on the emerging policy documents.

The Beijing Platform for Action has now been approved by a majority of states. In many countries new laws give recognition to women’s rights in critical areas such as divorce, child custody, domestic violence and reproductive rights. However, success on this front has not been matched by an improvement in the quality of life of the majority and in the achievement of greater social justice. Conservatives, the world over, continue to challenge international human rights norms and standards pertaining to women’s rights and human rights agendas are weakened by the current global crisis occasioned by terrorism, militarism and war.

Gains made in women's rights remain as fragile as the democratic institutions and procedures that should give them legitimacy and protection.

To reflect on challenges such as these, UNRISD is preparing a Report examining some of the serious and controversial issues that currently preoccupy a wide range of actors and thinkers in the field of gender and development, drawing on and rethinking recent scholarship on those issues. The UNRISD report will form the Institute's contribution to the «Beijing Plus Ten» assessment, which is to take place in March 2005.

Contact : UNRISD – Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10, Switzerland – www.unrisd.org/research/gender/report



*Les membres
de l'ANEF*

Nathalie Lapeyre

Soutenance de thèse

Nathalie LAPEYRE (équipe Simone-SAGESSE et CERTOP, UTM) a soutenu sa thèse de doctorat de sociologie le jeudi 11 décembre 2003 à l'Université de Toulouse-Le Mirail et a obtenu la mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité, devant un jury composé de : Claude Dubar, professeur de sociologie à l'Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines (président du jury) ; Charles Gadéa, professeur de sociologie à l'Université de Rouen (rapporteur) ; Nicky Le Feuvre, maîtresse de conférences en sociologie à l'Université de Toulouse-Le Mirail (tutrice- directrice) ; Catherine Marry, directrice de recherche au LASMAS-CNRS (rapporteuse) ; Gilbert de Terssac, directeur de recherche au CERTOP-CNRS (directeur).

La féminisation des professions libérales : analyse sociologique d'un processus. Le cas des femmes médecins, avocates et architectes.

La féminisation des professions renvoie à de multiples enjeux théoriques et sociaux. Cette thèse défend l'idée selon laquelle l'arrivée des femmes dans les professions de médecin, d'avocat et d'architecte en France s'inscrit dans une dynamique de changement social affectant les rapports hommes/femmes, aussi bien

dans la sphère privée qu'au travail. Loin d'impliquer une simple « dévalorisation » de ces métiers, la féminisation des professions libérales inaugure l'émergence d'une « configuration partielle de genre ». Au-delà d'une ségrégation interne des professions selon le sexe, cette reconfiguration s'appréhende dans une redéfinition de l'éthos de l'exercice libéral et dans une démocratisation des rapports sociaux de sexe. L'inflexion des pratiques professionnelles des hommes et des femmes alimente en retour un mouvement de transformation structurelle des professions, qui se reflète dans l'adoption de nouvelles formes d'organisation du travail et des temporalités professionnelles.

La première partie de cette thèse sur la féminisation des professions libérales se compose de deux chapitres.

Le premier, intitulé « De la féminisation des professions supérieures à une appréhension de la « configuration partielle de genre » au sein des professions libérales », a pour ambition de construire et de définir le concept de « configuration partielle de genre », inspiré de l'œuvre de Norbert Élias, et empruntant aux écrits de Claude Dubar, Anthony Giddens, Ulrich Beck et Robert Connell une certaine vision du changement social.

Le deuxième chapitre de la thèse : « Genre et professions : état de la question », débute en dressant l'inventaire des rendez-vous manqués entre professions et genre, puis entre dans une analyse minutieuse des liens existants entre les grands courants théoriques sociologiques et la manière d'appréhender les travaux sur le travail des femmes dans les professions en général (néo-durkheimiens/parsoniens, interactionnistes, néo-marxistes et néo-wébériens). Ce chapitre s'achève sur la mise en avant d'une problématique postulant une inflexion et une redéfinition (partielle) de l'« éthos professionnel » dans les trois secteurs concernés par les mouvements de féminisation étudiés (médecins, avocat-e-s et architectes ; respectivement 37 %, 47 % et 17 % de femmes).

La seconde partie de la thèse porte sur l'interprétation sociologique de la féminisation des professions libérales et débute

avec le troisième chapitre consacré à l'analyse des différents processus et vagues de féminisation. Après avoir déconstruit les fondements de la relation féminisation-dévalorisation, en montrant que des facteurs structurels (action du triptype État/ Marché/Clients) agissent directement sur cette « relation », une analyse contextuelle des différents processus de féminisation, dans toutes leurs dimensions, est proposée (analyse historique, impact des différentes réformes éducatives et des reconfigurations professionnelles, évolution de la place des femmes et des hommes dans les différents modes d'exercice et spécialités, différenciation des temps de travail et des revenus, hiérarchie professionnelle, densité, dispersion géographique, etc.).

Le quatrième chapitre porte sur l'analyse de l'expérience sociale des femmes et des hommes au sein des professions libérales. L'analyse d'une centaine d'entretiens biographiques s'est structurée autour de quatre grands axes : la socialisation familiale, la transmission des identités de genre et l'élaboration du projet professionnel ; les modes d'entrée dans la vie active et le télescopage des calendriers productifs/reproductifs ; femmes et hommes face à la carrière et l'analyse des différentes stratégies de gestion des temporalités familiales et domestiques.

Enfin, le cinquième et dernier chapitre est basé sur une typologie des localisations différenciées des femmes et des hommes dans la configuration. Il décrit différents positionnements, des plus traditionnels aux plus modernistes, ainsi que leurs fondements sociologiques, reflétant une approche dynamique des localisations (rapports au travail et au temps, initiatives et arrangements temporels, rapports de pouvoir, dimension cognitive). À travers une série de portraits de professionnel-le-s, nous pouvons percevoir comment ces différents pôles d'ajustement se combinent afin de faire émerger les localisations différenciées des femmes et des hommes dans « la configuration partielle de genre des professions libérales ». Ces positionnements témoignent d'une plus ou moins grande distanciation et d'un

rapport spécifique au processus de « démocratisation » des rapports sociaux de sexe, à la fois dans la sphère professionnelle et dans la sphère familiale.

lapeyre@univ-tlse2.fr

Geneviève Picot

Née le 8 décembre 1956, Turlaville (50), France.

Adresse personnelle : 33, rue Jacques-Ibert 75017 Paris.

Tél. 01 45 74 49 25

Courriel : genpicot@wanadoo.fr

Fonctions actuelles : Enseignante vacataire du programme de sociologie à l'Institut de formation en soins infirmiers à l'hôpital de Garches de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) en France, chargée de TD en sociologie à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.

Inscription sur la liste de qualification aux fonctions de maître de conférences en France (art. 24 du décret n°84-431 du 6 juin 1984 modifié) par la section 19, sociologie/démographie à partir du 6 février 2003. Numéro de qualification : 03219134608.

DIPLÔMES UNIVERSITAIRES ET PROFESSIONNELS

▲ 1994-2002 : Doctorat en sociologie à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines. Le rapport social entre médecins et infirmières à l'hôpital public, sous la direction de Danièle Kergoat.

Membres du jury : Marcel Druhle (professeur, Université de Toulouse-Le Mirail), Jacqueline Heinen (professeur, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines), Danièle Kergoat (directrice de recherche, GERS-IRESCO), Geneviève Paicheler (directrice de recherche, CERMES).

Mention : Très honorable, à l'unanimité du jury.

L'objet de la thèse se concentre sur les transformations du rapport social entre médecins et personnel infirmier dans les

services de soins à l'hôpital public depuis ces trente dernières années. À partir de la réalisation de deux monographies de service en pédiatrie générale hospitalière et d'entretiens avec des hommes et des femmes de chaque groupe professionnel (médecins et infirmier-e-s), nous mettons en évidence, en premier lieu, des transformations dans les pratiques d'exercice professionnel, médical et infirmier. Ces changements sont en corrélation avec des évolutions du cadre institutionnel hospitalier et des modifications de l'organisation du travail dans les services de soins. L'ensemble de ces éléments participent à l'émergence de nouveaux clivages au sein du rapport social entre les médecins et le groupe infirmier.

La deuxième partie de notre analyse porte sur une étude d'autres dimensions de ce rapport social, selon sa configuration sexuée et générationnelle. En effet, depuis les années 1960-1970, les femmes progressent en nombre dans l'exercice de la médecine alors qu'une augmentation régulière des hommes s'effectue dans les soins infirmiers. Et ce rapport qui se décline selon un modèle type identique à celui du rapport de couple conjugal jusqu'aux années 1970-1980, présente actuellement plusieurs possibilités de configuration sexuée et des formes sociales différentes selon la configuration sexuée.

Ainsi, si, globalement, la présence médicale des médecins a tendance à augmenter dans le suivi des hospitalisés, elle se traduit par des formes différenciées de contrôle médical et d'extensibilité du savoir médical.

Du côté infirmier, ce rapport social prend aussi différentes formes sociales sexuées et peut être assimilé à un rapport de résistance ou à une contestation du pouvoir médical ou bien encore à un rapport de concertation/coopération.

▲ 1993-1994 : DEA de sociologie, option « Sexes et sociétés » à l'Université de Paris 7-Denis-Diderot. « Une approche du processus de féminisation chez les médecins à l'hôpital public ».

Mention : Très bien.

À partir d'entretiens avec des hommes et des femmes médecins de différentes spécialités, nous nous interrogeons sur le processus de féminisation de la médecine, comment il s'effectue, comment s'insèrent ces hommes et ces femmes en médecine et quels en sont les effets sur le groupe professionnel hospitalier. Nous portons un regard en particulier sur l'ophtalmologie, la spécialité chirurgicale la plus anciennement féminisée ainsi que sur l'anesthésie, une spécialité à l'origine très investie par les femmes et qui fait l'objet d'un nouvel intérêt de la part des hommes. C'est ainsi que nous mettons en évidence l'importance des représentations sexuées dans les pratiques de travail médicales ; par exemple, le travail du chirurgien en ophtalmologie est assimilé dans les discours à de la couture, à une pratique délicate donc féminine. Nous faisons émerger l'existence de modèles sexués de division du travail comme dans l'exemple du chirurgien et de l'anesthésiste. Les variations des taux de féminisation et de masculinisation de certaines spécialités apparaissent en corrélation avec les transformations au sein même de ces spécialités (développement de la pratique du laser en ophtalmologie, développement des produits anesthésiques et plus grande visibilité auprès du public du geste anesthésique, etc.) et plus précisément comme le produit de rapports de force entre les deux groupes sociaux.

ENSEIGNEMENT

▲ 2002-2004 : Enseignante vacataire du programme de sociologie à l'Institut de formation en soins infirmiers de l'AP-HP à Garches.

– L'enseignement en sociologie générale et en sociologie des rapports sociaux de sexe sont le plus souvent difficiles à dissocier ; ils sont fréquemment dispensés lors d'une même session d'enseignement ; pendant ces deux années, à l'Université de Paris 7-Jussieu, ma charge de cours est orientée essentiellement sur les rapports sociaux de sexe dans différents domaines de la vie sociale. Les TD portent sur le thème de la mobilité familiale ainsi

que sur les liens et rapports sociaux dans le cadre de la famille, un moyen d'aborder les rapports de genre.

- TD sociologie générale, 2^e année de mathématiques appliquées aux sciences sociales (2 h, semestriel, 18 h).

Le TD est orienté sur les thèmes suivants : « Familles et mobilités sociales », « Familles et précarité sociale », à partir d'une étude de textes ou d'ouvrages de Daniel Bertaux et Isabelle Bertaux-Wiame, de Catherine Delcroix, d'Ahsène Zehraoui, de Claudine Attias-Donfut, de Serge Paugam et de Margaret Maruani.

– L'enseignement en sociologie du travail et des organisations intègre dès que possible la dimension sexuée du travail, qu'il s'agisse d'un enseignement sur le travail, sur les professions de santé, majoritairement féminines ou sur les « groupes professionnels » en général.

- TD initiation à la sociologie de la santé, 2^e année d'AES (1 h 30, semestriel, 18 h).

Le TD est orienté sur l'étude du travail des professionnels de la santé qui sont essentiellement des femmes ; l'objectif du TD est la réalisation par les étudiant-e-s d'une monographie. Celle-ci s'effectue à partir du choix par les étudiant-e-s d'une population et d'un problème de santé qui nécessite l'intervention de professionnels : la prise en charge d'une personne âgée en maison de retraite ou à domicile, d'un adolescent séro-positif, d'un adulte malade du SIDA, d'un adulte malade du cancer, etc. Ce TD fait appel à une connaissance globale des situations de travail des professionnels de la santé quel que soit leur lieu d'exercice ainsi qu'à une réflexion sur l'adéquation entre offre et demande de soins.

RECHERCHE

▲ 2002-2003 : Chargée de recherche sur une enquête intitulée « La féminisation des professions libérales », ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Service des Droits des femmes et de

l'Égalité (co-auteur avec Marlaine Cacouault, Nathalie Lapeyre, Nicky Lefeuvre).

Cette enquête porte sur l'étude comparative des trajectoires d'insertion professionnelle de femmes et d'hommes dans l'exercice de professions libérales. Le choix de l'étude des professions juridiques et médicales s'est opéré en raison de l'augmentation particulièrement importante de leur taux de féminisation comparativement à d'autres professions libérales. L'enquête se déroule dans deux bassins d'emplois, les régions de l'Île-de-France et de Midi-Pyrénées, la spécificité de l'Île-de-France du point de vue de l'exercice professionnel étant très marquée. L'échantillon se constitue de cinquante hommes et femmes dont une moitié d'avocats et une autre moitié de médecins ainsi qu'un tiers d'hommes et deux tiers de femmes. Ces hommes et ces femmes sont aussi de situations familiales et de modes d'exercice diversifiés (libéral ou salarié). La recherche s'attache à mettre en évidence comment s'effectue l'articulation entre vie professionnelle et projets conjugaux/projets familiaux ainsi qu'à déterminer les enjeux au passage plutôt au salariat ou plutôt à l'exercice libéral de ces hommes et de ces femmes.

PUBLICATIONS

Publications dans des revues ou ouvrages collectifs comit de lecture

- « Entre médecins et personnel infirmier : réflexions sur un rapport social dans le monde du travail », projet d'ouvrage à partir de la thèse, contrat avec les éditions L'Harmattan, publication prévue d'ici fin 2004.
- « Profession », participation au Dictionnaire critique du féminisme, ouvrage collectif sous la direction d'Helena Hirata, Françoise Laborie, Hélène Ledoare, Danièle Sénotier, PUF, 2000, pp. 105-108. (Publié en 2002 en japonais et en espagnol).

- « Le rapport entre médecin et personnel infirmier à l'hôpital public : continuités et changements », Cahiers du Genre, n° 26, 1999, L'Harmattan, pp. 121-130.
- « Équipes soignantes et division sexuelle du travail », Informations sur les ressources humaines à l'hôpital, Direction des Hôpitaux, sept.-oct. 1995, pp. 47-51.
- « Les femmes médecins ou l'accès des femmes à une profession traditionnellement masculine », Cahiers du GEDISST, n° 13, 1995, IRESO-CNRS, pp. 73-84.

Publications dans des revues sans comité de lecture

- « Le rapport social entre médecins et infirmières à l'hôpital public : influences du double processus de féminisation de la médecine et de la masculinisation des soins infirmiers », La médecine hospitalière, 2002, n° 2, Syndicat national autonome des médecins des hôpitaux publics, pp. 51-54.

Rapports internes

- « La féminisation des professions libérales, panorama statistique. L'exemple des femmes médecins et des avocates », Rapport intermédiaire, ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Service des Droits des femmes et de l'Égalité, 2002, (co-auteur avec Marlaine Cacouault, Nathalie Lapeyre, Nicky Lefevre).
- « La féminisation des professions libérales : l'exemple des professions médicales et juridiques », Rapport final, ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Service des Droits des femmes et de l'Égalité, 2003, 276 pages (co-auteur avec Marlaine Cacouault, Nathalie Lapeyre, Nicky Lefevre).

Communications

- 2004 : « Entre médecins et personnel infirmier à l'hôpital public : un rapport social devenu instable », Proposition de communication acceptée au 17^e Congrès de l'ASLF, à Tours, 5-9 juillet 2004.

- 2004 : « Le salariat : préférence des femmes ou modèle sociétal dominant ? L'évolution du statut des médecins hospitaliers et des médecins scolaires, ses effets sur la féminisation et sur les trajectoires professionnelles », Proposition de communication, en tant que co-auteur avec Marlaine Cacouault, au 17^e Congrès de l'AISLF, à Tours, 5-9 juillet 2004.
- 2003 : « Un nouvel ordre sexué dans les services de soins hospitaliers », Journées d'étude du comité de recherche 13, « Sociologie de la santé », de l'AISLF, de l'Atelier de recherche sociologique de l'UBO et du Laboratoire d'analyse des politiques sociales et sanitaires de l'ENSP, Université de Bretagne Occidentale, Brest, 20-21 mars 2003-2002.
- 2002 : « De la construction/reproduction de la division sexuelle du travail dans un groupe professionnel : le cas des infirmiers », 3^e Colloque international des recherches féministes francophones, Université de Toulouse-Le Mirail, 17-22 septembre 2002.

Meriem Rodary

10, rue du Moulin-Joly 75011 Paris
Tél. : 01.40.21.32.79
Courriel : meriem.rodary@free.fr

Doctorante EHESS, Paris, sous la direction de Tassadit Yacine.
Rattachement : Laboratoire d'anthropologie sociale du Collège de France.

Thèse : Rapports sociaux de sexe et travail féminin informel au Maroc : le cas des activités liées aux rites de passage à Sidi Youssef Ben 'Ali, Marrakech

Disciplines : Anthropologie / Sociologie

Thèmes de recherche : Rapports sociaux de sexe ; genre et travail ; postcolonialisme ; sexe et race.

Fonction actuelle : ATER à l'Université d'Orléans, UFR sciences et techniques des activités physiques et sportives (enseignements en anthropologie et sociologie).

Fonctions antérieures : Chargée de cours à l'Université de Tours (François-Rabelais), département de sociologie (2001-2003) (anthropologie et sociologie).

FORMATION

1998 : DEA anthropologie, EHESS, Paris, sous la direction de M.-E. Handman : Étude sur la construction du genre sexuel : la cérémonie du perçage des oreilles à Sidi Yûsef Ben 'Ali (Marrakech).

1997 : Maîtrise ethnologie, option Monde arabe, Paris X-Nanterre, sous la direction de R. Jamous : Étude anthropologique d'un quartier de Marrakech. Le henné dans les représentations de l'identité et dans la conception de la sexualité féminine à Sidi Yûsefi.

ACTIVITÉS DE RECHERCHES ET ENSEIGNEMENTS EN ÉTUDES FÉMINISTES

- Enquête : « Le concept de virginité dans le mariage marocain », réalisée auprès de jeunes Marocains vivant en France (Paris), (1994).
- Direction d'enquêtes réalisées par des étudiants sur « Les rapports sociaux de sexe dans le milieu professionnel », dans le cadre d'un cours de méthodologie, Université de Tours (2001-2002).
- Enseignement sur le thème « Sport et genre », niveau licence, Université d'Orléans (2003-2004).
- Introduction de textes et thématiques féministes dans des enseignements généraux, niveau DEUG (2001-2004) :
 - Sociologie du corps

- Anthropologie et sociologie du sport
- Introduction à l'anthropologie : parenté, économie
- Introduction à la sociologie
- Anthropologie politique

PUBLICATIONS

- « Argent des femmes et honneur des hommes au Maroc : le cas d'un quartier de Marrakech », in R.-M. Lagrave, A. Gestin, E. Lépinard et G. Pruvost (sous la dir. de), 2002, *Dissemblances. Jeux et enjeux du genre*, Paris, L'Harmattan.
- « Houria Alami M'chichi, 2002, Genre et politique au Maroc. Les enjeux de l'égalité hommes-femmes entre islamisme et modernisme », Paris, L'Harmattan », note de lecture, *Les Cahiers du Genre*, n° 35, 2003, pp. 251-254.
- « Femmes et travail dans les études francophones sur le Maroc », intervention au Colloque international de la recherche féministe francophone : Ruptures, Résistances, Utopies, Université de Toulouse Le Mirail, septembre 2002, à paraître dans les Cahiers du Mage.
- 2003 : « Femmes, travail et vision « orientaliste » de la société marocaine : réflexions sur l'invisibilisation des activités féminines informelles » (mis en ligne sur le site du colloque « Marché du travail et genre au Maghreb » : <http://www.ulb.ac.be/soco/colloquerabat/papiers.htm>).

Isabelle Vahe

Née le 2 mai 1971, française
2, rue Jacques-Callot 93290 Tremblay-en-France
Tél. 01 49 63 84 06 / 06 87 51 42 03
Courriel : isabelle.vahe@wanadoo.fr

FORMATION

2004 : Doctorat d'histoire sociale des idées, des cultures, des religions, sous la direction de Yannick Ripa à l'Université de

Paris 8. Jeanne Mélin (1877-1964), un parcours singulier dans la mouvance pacifiste et féministe en France au 20^e siècle.

Mention : Très honorable, avec les félicitations du jury à l'unanimité.

1998 : DEA d'histoire sociale des idées, des cultures, des religions, sous la direction de Yannick Ripa. Jeanne Mélin (1877-1964), un parcours singulier dans la mouvance pacifiste et féministe en France au 20^e siècle. Mention : Très bien.

1997 : Maîtrise d'histoire contemporaine, sous la direction de Yannick Ripa : Les journaux communistes clandestins féminins dans le Nord-Pas-de-Calais entre 1940 et 1944. Paris 8. Mention : Assez bien.

1995-1996 : Préparation CAPES Documentation, à l'IUFM de Créteil.

PUBLICATIONS

- Rédaction de la notice bibliographique de Jeanne Mélin pour le Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français.
- Communication « Trajectoires de quelques féministes radicales au PCF dans la première moitié des années 1920 », publiée dans les actes du colloque « Femmes et communistes : histoire mouvementée. Histoire en mouvement », co-éditée en 2002 par l'association de recherche « Femmes et communistes : jalons pour une histoire » et par le Centre d'histoire sociale du 20^e siècle de l'Université Paris 1.
- « Jeanne Mélin, un parcours particulier dans la mouvance féministe et pacifiste en France au 20^e siècle », Bulletin des Archives du féminisme, n° 3, janv. 2002.
- « Les journaux communistes clandestins féminins dans le Nord-Pas-de-Calais entre 1940 et 1944 », Revue Espace Marx, Lille, n° 12, 1999, pp. 82-86.

Mots clés : Féminisme - Pacifisme - Violence - Guerre - Genre.

Vie associative :

Membre du Conseil d'administration (2000-2002) et du groupe « guide des sources » de l'association Archives du féminisme, présidée par Christine Bard.

Membre de Mnémosyne.

Membre du Conseil scientifique de l'association Femmes et communistes : Jalons pour une histoire.



Comptes rendus

▲ *Femmes et communistes.*

Histoire mouvementée, histoire en mouvement

Association de recherche « Femmes et communistes: jalons pour un histoire », Colloque des 11 et 12 mai 2001, Paris, Université de Paris 1, 199 pages.

Cette publication, l'œuvre de militantes féministes et communistes aussi bien que d'historien(ne)s, est le fruit d'un colloque tenu à Paris les 11 et 12 mai 2001 et une collaboration qui se préoccupe de l'avenir, surtout du renouvellement d'un parti moribond. Quiconque désire voir le Parti communiste français jouer un rôle dans une gauche renouvelée doit accepter le féminisme non pas comme pierre d'achoppement mais comme un moteur clé. Les rénovateurs aujourd'hui cherchent le dialogue car le PCF est en forte concurrence en France avec les partis et mouvements d'extrême gauche et cela malgré une forte présence féminine parmi ses élus. Le PCF reconnaît enfin, mieux vaut tard que jamais, que pour attirer les votes aux urnes il va falloir exprimer les intérêts des femmes aussi bien que ceux des groupes opprimés en dehors du monde ouvrier. Figés dans une vision conservatrice des rapports entre hommes et femmes, les communistes avaient trop longtemps privilégié le parti et syndicat

comme les seuls acteurs, la lutte de classe comme la seule forme d'oppression et donc le mouvement ouvrier comme le seul terrain de lutte. Peu de temps après la scission du Congrès de Tours, la ligne officielle du parti a fermé les portes au dialogue avec les groupes révolutionnaires, y compris avec de nombreuses intellectuelles et militantes féministes. Ces portes ne s'étaient jamais rouvertes en dépit de maintes opportunités.

Commençant avec un mot de Marie-Georges Buffet, la première partie de ce livre présente l'approche historique envers la question. Pourquoi le parti a-t-il eu de si difficiles rapports avec les féministes depuis sa création ? Les explications des contributeurs (Michèle Riot-Sarcey, Jacques Girault, Isabelle Vahé, Catherine Tricot, Jocelyne George, Saleha Vigreux-Benichou, Josette Trat, Christine Bard) tentent de redresser la balance, car le déséquilibre est sévère. D'abord il fallait que le PCF reconnaisse officiellement le gâchis des occasions manquées où féministes et communistes auraient pu lutter ensemble au profit des deux « côtés », mais ensuite l'histoire des conflits est souvent absente du récit historique. Ces chapitres ensemble nous fournissent des explications pertinentes concernant les divergences politiques et sociales à la fois dans le camp « du parti » aussi bien que parmi les nombreux groupes de femmes et entre communistes et féministes. Les auteurs ont un travail sensible à faire, car c'est un sujet de parti pris et passionnant. Comprendre pourquoi le PCF a nié le féminisme jusqu'aux moments critiques de son déclin électoral est une histoire très complexe et peu étudiée dans le détail. Bien que la période couverte soit trop souvent résumée en quelques lignes, ce travail ouvre des pistes car ce n'est que récemment que les archives du parti sont devenues disponibles. Pour le moment, en attendant que les traces de la mésentente soient plus en évidence, afin de combattre l'absence des références à l'oppression des femmes par les hommes dans les discours officiels du parti, les historiens peuvent dépister les sources alternatives et non officielles. L'évidence de débats et de tensions existe dans les archives des militants et militantes et

surtout dans les mémoires vivantes. D'où l'importance dans la deuxième partie des témoignages, parfois émouvants, de militantes : Lisa Ricol-London, Madeleine Vincent, Brigitte Dionnet, Yann Viens, Annick Davisse, Françoise Picq. Le dernier chapitre de la première partie, de Dominique Benoît-Frot, Geneviève Dermendjan et de Dominique Loiseau, sur l'itinéraire de femmes communistes fait la transition entre regards historiques et récits de militantes. En effet, dans cette étude la difficulté de la position des femmes communistes est profilée ainsi que la politique du parti envers les femmes est abordée par le biais de la politique du parti menée à l'encontre des femmes en tant que mères, filles et épouses, à savoir dans le cadre familial le plus traditionnel.

Mais tout en critiquant le parti, le moins qu'on puisse dire c'est que ce livre démontre les complexités des positions qui ont évolué au cours des décennies; la situation internationale y jouait un rôle dans des moments critiques – fermeture des portes communistes aux influences radicales à partir de 1924, ouverture de dialogue sur le terrain entre militants et militantes aux moments forts de luttes menées par des communistes pendant la Résistance, la guerre d'Algérie et l'éveil du mouvement féministe des années 1970. Il y eut aussi des moments ponctuels de manque de collaboration, autour de la question néo-malthusienne en 1922, mai 1968 et le MLAC en 1974.

Les points de convergences entre féminisme et communisme dans cet ouvrage ne viennent pas des positions officielles des organisations, mais des histoires individuelles des actrices. Le livre se construit autour des rapports conflictuels des deux philosophies, mais les deux convergent grâce aux femmes qui se sont trouvées dans les deux « camps », car ces camps partagent la même soif de liberté et d'égalité pour tous. Les organisateurs du colloque ont posé plus de questions qu'ils n'ont apporté de solutions pour une nouvelle approche. Anne-Marie Sohn conclut que le colloque se veut un appel à une nouvelle histoire aussi bien qu'un point de départ d'un dialogue plus fructueux que dans le passé.

Si la structure de cette œuvre se veut sérieuse, il manque des références de sa propre publication et les notices biographiques des auteurs. Les chapitres ne sont pas numérotés et il n'y a ni bibliographie, ni index. Cependant, la grande qualité du livre est dans l'exploration des rapports difficiles dans des mouvements hétérogènes, plus unis par le travail du terrain de base que par les sommets. Ce faisant, c'est une véritable contribution éclectique à l'histoire des mentalités dans la politique française autour de la question de militantisme, féminisme et communisme. Au moment de l'impasse du féminisme institutionnel, de la résurgence de la gauche classique désemparée par la défaite électorale de 2002 et des nouveaux défis pour le féminisme qui émanent de l'extrême gauche, ce livre mérite bien une lecture attentive.

Professor Máire Cross, University of Sheffield, UK
23 avril 2004

▲ *Droit de cité pour les femmes*

Christine Bulot, Dominique Poggi, 2004, Collection « Les savoirs de la ville », Éd. de l'Atelier, 205 pages.

Ce livre est structuré en neuf chapitres :

- Chap. I : Soutenir la parole des femmes pour changer la donne
- Chap. II : Une politique de la ville ignorant les femmes et oublieuse d'un débat public
- Chap. III : La concertation créatrice : une méthode de recherche et d'action
- Chap. IV : En finir avec la précarité économique et les discriminations dans l'emploi
- Chap. V : Aménagement urbain : refaire la ville avec les femmes
- Chap. VI : Contrôle des femmes, Violences dans les espaces publics et domestiques
- Chap. VII : La préparation de la restitution publique
- Chap. VIII : Construire la coopération entre habitants, professionnels et élus locaux

- Chap. IX : De la prise de conscience au changement de perspectives

Cet ouvrage fait suite à une recherche-action coordonnée par Dominique Poggi (sociologue, VERES Consultants) et Christine Bulot (directrice du pôle de ressources Ville et développement social, Val-d'Oise, créé en 1998) durant les années 2002-2003 et dont le premier objectif était de faire ressortir les différents modes d'oppression que subissent les femmes habitant les villes de Sarcelles, Gonesse, Villiers-le-Bel et Garges-les-Gonesse dans le Val-d'Oise (région parisienne) : dans l'espace urbain, la relation privée/ publique ouvrent notamment sur les questions des violences masculines et des difficultés d'accès des femmes au travail salarié. Le deuxième objectif de cette recherche était de créer une dynamique collective afin de trouver les outils favorisant le changement social. Elles ont travaillé en collaboration avec des habitantes et des associations locales (l'association Femmes quartier Watteau, Femmes solidaires et actives, l'association Accueil et culture dont la directrice est Margaret Allouche et avec une association départementale féministe traitant des violences conjugales, dont la responsable est Michèle Gonin). La méthode utilisée a été celle de la démarche participative. Les auteurs ont donc utilisé le matériel traditionnel sociologique, allant de la démarche participative aux recueils d'entretiens semi-directifs et collectifs menés auprès des femmes qui voulaient bien se joindre à la démarche. Elles ont ainsi pu produire une analyse micro-urbaine de la situation que vivent les femmes dans ces zones géographiques, tout en dégagant les divers processus qu'elles subissent et en les mettant en relation avec la situation des femmes en général : précarisation économique, violence domestique, problèmes de transports non adaptés aux femmes, etc.

Deux axes importants se dégagent de cette étude :

— La politique de la ville. Christine Bulot a consacré un chapitre à la question de la politique de la ville, créée il y a vingt

ans en France. En effet, cette politique locale n'envisageait pas un axe incluant les femmes et produisait en outre une « logique d'ethnicisation ». Ces biais ont une influence dans la manière dont les élus politiques considèrent la question de l'emploi, de la vie locale (transports, crèches, etc.) et la place des femmes dans la ville et, depuis ces dernières années, la question très médiatisée des violences collectives que subissent les adolescentes dans ces quartiers. Sur ce point et du fait de la démarche participative, elles ont élaboré des propositions en lien avec les témoignages des femmes et les associations de quartiers. Ces projets ont permis de produire des connaissances à partir des femmes elles-mêmes, qui les ont soumises aux acteurs institutionnels afin d'élaborer un diagnostic local qui soit en lien avec la réalité des actrices, ceci dans une volonté de changement social. Elles ont donc mis en place des diagnostics locaux (avec l'aide méthodologique de Dominique Poggi), elles ont élaboré des propositions et mis en place des actions ; des commissions gérées par les habitantes sont aujourd'hui en place concernant les transports, l'emploi et la place des « jeunes filles ». Elles ont ainsi constitué un réseau associatif large qui travaille en lien avec les partenaires publics. Ce développement d'action a permis aux habitantes d'accéder à la possibilité de parler en tant que sujets, en dehors du cercle familial et des contraintes que celui-ci suppose ; elles ont ainsi pu prendre place dans un discours et un espace public qui jusque-là ne leur était pas ouvert ; enfin cela leur a permis de rompre un isolement social et de pouvoir sortir d'une individuation des problèmes que chacune rencontrait dans l'espace dit privé.

— Sur la question des violences dans les espaces publics et domestiques. Alors qu'initialement des questions précises concernant les violences publiques et privées n'étaient pas prévues dans les guides d'entretien, D. Poggi précise que ces thématiques sont ressorties avec une certaine récurrence dans les discussions collectives. Elles mettent en exergue le contrôle que subissent les femmes et les adolescentes dans l'espace public, la rue par exemple, qui reste un espace soumis à un contrôle et à des

conditions importantes. Les propos des interlocutrices démontrent qu'à certaines heures l'espace leur est autorisé, mais que des règles leur imposent un mode vestimentaire, une attitude de protection, leur permettant de pouvoir accéder à une mobilité dans cet espace. Un autre point est soulevé par la sociologue, qui est celui de la « réputation ». Il ressort du discours des interviewées, que « quand l'une d'entre elles outrepassa les normes, en occupant l'espace public ou en ne dissimulant pas son corps, des rumeurs courent sur elles, mettant en cause sa morale, sa virginité. Elle est accusée de déshonorer sa famille par sa mauvaise conduite et les stigmates de "pute" ou de " salope " sont alors activés » (D. Poggi, 2004, 106). En s'appuyant entre autres, sur l'outil théorique de Gail Pheterson (2001, *Le prisme de la prostitution*, Bibliothèque du féminisme, L'Harmattan), D. Poggi montre comment ces mesures coercitives maintiennent les femmes dans une évaluation d'elles-mêmes et des autres qui recrée un ensemble de normes et reproduit le système de contrôle. « On assiste à une véritable élaboration collective des normes de respectabilité et d'irrespectabilité et les transgressions sont principalement sanctionnées par la communauté des garçons. » (D. Poggi, 2004, 107). La sociologue montre que ce système de contrôle a des incidences tant sur la conception des relations amoureuses que dans la représentation de la sexualité et de ses pratiques. Sur la question des violences au sein de la famille, D. Poggi note, en produisant une analyse comparative avec l'enquête ENVEFF (Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France, 2000, Institut de démographie de l'université Paris I, Panthéon-Sorbonne), que la question des violences sexuelles reste taboue tant dans sa déclaration que dans sa reconnaissance, la montée des intégrismes religieux étant un facteur aggravant de la situation des femmes. L'analyse de Dominique Poggi est tout à fait intéressante dans la mesure où elle ne la cantonne pas à cette zone urbaine, déjà stigmatisée aussi bien par les médias que par les populations extérieures, mais elle montre bien que ces situations des quartiers dits sensibles « [...] »

sont en quelque sorte des révélateurs ou des « précurseurs » de tendances émergentes. Ils reflètent ou anticipent des phénomènes qui touchent l'ensemble de la société », (ibid., 103), écrit-elle ; elle rajoute : « c'est pourquoi la condition des femmes et des jeunes filles des banlieues devrait alerter la société dans son ensemble sur la dégradation des rapports entre hommes et femmes, sur les risques d'explosion qui pourraient en découler » (Ibid., 103).

Ce livre présente un témoignage riche et varié de ce que les auteurs appellent « le croisement des savoirs » tout en nous proposant une loupe sociale éclairante de la situation des femmes dans les quartiers de l'est du Val-d'Oise. Elles nous offrent une perspective sortant des chemins habituels de la logique dite des « quartiers », elles font une analyse articulant le sexisme et le racisme tout en plaçant les femmes au centre du débat. De plus, elles apportent un outil nous permettant de croire à un renouvellement de mouvements des femmes, la découverte que les femmes ont faite de l'apprentissage du soi individuel et collectif rappelle les expressions de celles qui ont construit les mouvements féministes des années 1970. À suivre donc.

Natacha Chetcuti, doctorante EHESS Paris
natacha2.chetcuti@wanadoo.fr

▲ *Sciences et genre. L'activité scientifique des femmes. États-Unis, Grande-Bretagne, France*

Coordonné par Dominique Fougeyrollas-Schwebel, Hélène Rouch, Claude Zaidman, Cahiers du CEDREF, série « Colloques et travaux », Université Paris 7-Denis-Diderot, 170 pages.

Dans la continuité du débat sur la parité des hommes et des femmes en politique, un certain nombre de travaux ont été récemment impulsés sur la place et le rôle des femmes dans l'institution scientifique, retrouvant trois décennies plus tard les interrogations posées par le jeune mouvement féministe français post-68 sur l'androcentrisme des pratiques de recherche et

l'exclusion des femmes du champ des savoirs. Cette publication du CEDREF (Centre d'enseignement, de recherches et de documentation pour les études féministes de l'Université Paris 7-Denis-Diderot) s'inscrit dans la même démarche interrogative. Avec un double objectif : rendre compte de trois années d'un séminaire de troisième cycle « Sciences et genre » qui visait, d'une part à analyser les processus de production et de reproduction des mécanismes de discrimination sexuée dans les laboratoires (étaient particulièrement étudiées les domaines des sciences longtemps considérées comme des « bastions masculins », des sciences de la nature et de la vie) ; d'autre part, livrer au public français une bibliographie anglo-saxonne sur cette thématique et des textes anglo-saxons jusqu'alors non traduits, malgré leur importance et la réputation de leurs auteures, afin de favoriser la confrontation de situations nationales et de perspectives théoriques différentes.

Les quatre textes présentés ici datent de la décennie 1990, deux textes abordent une perspective historico-sociologique et deux textes une perspective épistémologique.

Le texte de Margaret Rossiter, « L'effet Mathieu/Matilda en sciences », publié en 1993, vise à rappeler que, si dans le monde scientifique, la reconnaissance va préférentiellement à des individus déjà connus, ceux-ci se voyant attribuer le mérite de travaux de collègues ou subordonnés moins bien placés, le mécanisme est encore plus net quand on l'analyse dans une perspective de genre. Merton a nommé cet effet « l'effet Mathieu », du nom de l'apôtre dont on sait maintenant qu'il n'a jamais été l'auteur de l'évangile qui porte son nom (Merton, 1968), la féminisation du prénom visant à rappeler qu'il y a toujours plus inconnu qu'un inconnu : sa femme !

L'article analyse les processus à l'œuvre dans la désappropriation des femmes des résultats de leur travail et dans la construction de leur invisibilité comme créatrices. Matilda Gage est une féministe suffragiste américaine vivant à la charnière du

19^e et du 20^e siècles qui fut victime de cet effet alors même qu'elle l'avait longuement dénoncé.

L'article de Londa Schiebinger, « Mesures de l'équité », publié en 1999, s'inscrit directement dans la ligne de Margaret Rossiter, reprenant et actualisant ses statistiques et ses analyses en matière de ségrégation verticale (éviction des femmes des postes les plus élevés) et de ségrégation horizontale (éviction des femmes des filières les plus prestigieuses, notamment des sciences « dites dures »).

Elle y ajoute une nouvelle forme de ségrégation, qu'elle appelle institutionnelle, qui met en évidence les difficultés rencontrées par les femmes à se faire recruter dans les meilleurs établissements et à y obtenir des salaires comparables à ceux de leurs homologues masculins (à niveau scientifique équivalent). Les données présentées dans cet article permettent une comparaison avec la situation française et plus largement avec les autres pays développés ou en développement. La dimension la plus intéressante pour le lecteur français est la modulation des formes de ségrégations et d'inégalités sexuées selon d'autres rapports sociaux, rarement évoqués en France : l'ethnicité, la religion dominante, les modèles familiaux, le contexte socio-économique, la mixité de la scolarisation notamment. Londa Schiebinger interroge également deux dimensions rarement abordées dans les travaux français : « les savoirs indigènes » des femmes, c'est-à-dire le rapport particulier que les femmes peuvent entretenir au savoir en raison des pratiques qu'elles ont été amenées à développer dans le cadre de division sexuelle du travail d'une part ; la question de l'évaluation des capacités scientifiques selon le sexe, estimées par le biais du nombre de publications, d'autre part. Avec des pistes de réflexions pertinentes : le nombre d'articles publiés comparé au nombre de citations pour un même article. Ainsi les hommes publient plus d'articles, mais si l'on considère la production article par article, chaque article écrit par les femmes fait l'objet de davantage de citations que chaque article écrit par les hommes.

L'article d'Evelyn Fox Keller, « Le/la scientifique : sexe et genre dans la pratique scientifique », a été publié en 1991. Il explicite la doctrine globale de l'auteure qui refuse de cantonner sa réflexion « aux femmes et la science », imposant la perspective de genre par la prise en compte simultanée des hommes (position qui n'était pas dominante dans les débuts des *womens' studies*). Son propos vise à montrer en effet que l'adéquation hommes = science et femmes = non-science correspond à un processus concomitant dans la construction sociale des normes culturelles. C'est le même principe de division qui sépare le travail intellectuel du travail émotif (objectivité versus subjectivité) et le masculin du féminin. Ce texte reprend d'ailleurs nombre de ses travaux d'histoire des sciences antérieurs. Ce qui caractérise la position d'Evelyn Fox Keller par rapport aux positions prises par les chercheurs français travaillant sur le même sujet (Gardey Löwy, 2000), c'est l'acceptation de partir du biologique comme donnée : leur sexe et leur genre expliquent que femmes et hommes n'aient pas le même rapport à l'institution scientifique car cette dernière a été construite par et pour les hommes. Avancer la neutralité de la science, c'est nier qu'elle fonctionne sur des normes d'abord masculines et s'interdire de comprendre les difficultés spécifiques rencontrées par les femmes dans l'exercice scientifique. Dans une telle perspective, qu'elles affichent leur féminité pour ne pas se couper de leur identité sexuée ou qu'elles la nient pour mieux être acceptées, il est alors normal qu'elles échouent dans leur reconnaissance institutionnelle, comme en témoignent leur faible présence et leur moindre visibilité.

Selon Evelyn Fox Keller, l'égalité entre hommes et femmes dans la science exige que cette dernière « change », qu'elle abandonne sa prétention à l'objectivité absolue et à l'universalisme, qu'elle reconnaisse le caractère contingent des objectifs, des méthodes et des théories. Pour autant, l'auteure ne plaide pas, contrairement à ce qu'on lui reproche parfois, pour la constitution d'une « science féminine », mais alors que doit être la science ?

C'est en héritières relativement critiques d'Evelyn Fox Keller que se positionnent d'ailleurs les auteures du dernier article, « De la vision de Brockenspectres¹ – Sexe et genre dans la science du 20^e siècle ». Elizabeth Kerr et Wendy Faulkner reprennent en effet l'idée d'une science comme entreprise masculine, par la liaison masculinité/objectivité, qui s'est longtemps construite sur le refus d'un lien avec l'objet étudié. Les femmes sont alors considérées comme « incapables scientifiques » en raison de leur proximité corporelle à la nature, et à leur propre nature, qui en fait « naturellement » des inférieures intellectuelles. La science masculine a ainsi introduit des biais sexistes, dénoncés d'ailleurs par les premiers travaux épistémologiques féministes (en France, notamment par Nicole-Claude Mathieu), biais particulièrement important dans des disciplines comme la primatologie, la biologie et l'anthropologie.

L'article se propose de mettre en évidence la variété et l'évolution des positions féministes sur les trente dernières années. Elizabeth Kerr et Wendy Faulkner en distinguent trois :

– La première est celle de l'écoféminisme qui rejette la science comme entreprise masculine de pouvoir et de destruction de l'environnement et de l'espèce humaine. Dans ce courant, la science est inutile, spécialement pour les femmes !

– La deuxième reconnaît l'intérêt d'une démarche scientifique et les apports des travaux, à condition d'en corriger les biais sexistes. Une bonne science pourrait remplacer une mauvaise.

1. Ce terme est emprunté à la météorologie ; il désigne l'ombre d'un observateur sur une nappe de brouillard, ombre qui peut donner l'impression d'une forme gigantesque, métaphore de la relation entre l'observateur et l'observé en sciences. Il y a donc sur la science une ombre produite par la prédominance masculine. « Le paradoxe est que, la science étant toujours menée d'un point de vue ou d'un autre, les féministes, tout en désignant cette ombre, en ont également porté d'autres sur la science qu'elles produisent », p. 113.

– La dernière position, inspirée du post-modernisme et du courant philosophique faisant de l'objectivité un mythe, rejette dans un premier temps l'idée d'une bonne science : il suffit de privilégier les « bonnes théories », c'est-à-dire celles qui sont politiquement et stratégiquement les plus profitables aux femmes, celles qui permettent de sortir de la domination masculine vers celles qui la légitiment. Cette position, actuellement en fort développement, connaît une certaine diversification à partir des années 1990 sous l'influence des Cultural Studies. De ce foisonnement, pas toujours très maîtrisé, on peut retenir la « théorie des connaissances situées », ou celle plus connue des chercheurs en sociologie des sciences européennes de « stand point ».

Le principal intérêt de cet article est de nous faire partager la richesse de la réflexion nord-américaine, même si certaines des analyses présentées comme novatrices, sur l'impact de la socialisation de genre par exemple, ne surprendront pas les chercheuses féministes françaises. Après avoir résumé les courants dominants, Elizabeth Kerr et Wendy Faulkner posent la pertinence de la question de savoir si les femmes font de la science différemment des hommes. La question est à la fois théorique et politique : si les femmes ont un apport différent, alors il devient prioritaire d'accroître le nombre de femmes scientifiques. Elles interrogent alors le stéréotype d'une plus grande empathie des femmes pour la nature, en revenant sur les discussions déjà anciennes portant sur les travaux de la biologiste féministe Barbara McClintock.

Pour les auteurs, c'est un regard plus nuancé qu'il faut porter sur le caractère soit-disant masculin de la science et sur ses effets. Dans une démarche anti-naturaliste et anti-essentialiste, sans pour autant nier l'incidence actuelle de la domination masculine sur le fonctionnement de l'institution scientifique, elles ouvrent plus largement le débat posé par une pratique concrète de la science nécessairement subjective et dépendante du contexte. Non seulement les féministes font également de la science selon leur

« point de vue », mais ces points de vue sont divers et les ombres portées différentes. Et pour les auteures, cette diversité n'est pas une faiblesse mais une force et elle invite au contraire à penser une science prenant en compte plus largement les différences de contexte et de point de vue, notamment en favorisant l'accès de la science à d'autres groupes sociaux, permettant ainsi une pluralité des approches, des théories, des pratiques, ce qui ne peut que déboucher sur une science plus rigoureuse.

La deuxième partie de l'ouvrage, qui rend compte de la situation française, à la fois à travers des trajectoires individuelles de femmes scientifiques et des analyses institutionnelles, est remarquablement éclairée par ces articles, particulièrement par le dernier, permettant ainsi une relecture neuve et dynamique des débats académiques hexagonaux.

Michèle Ferrand

SOMMAIRE

Avant propos

Points de vue anglo-saxons

- Présentation, Hélène Rouch
- L'effet Matthieu/Matilda en sciences, Margaret W. Rossiter
- Mesures de l'équité, Londa Schiebinger
- Le/la scientifique : questions de sexe et de genre dans la pratique scientifique, Evelyn Fox Keller
- De la vision des brockenspectres. Sexe et genre dans la science du 20^e siècle, Elisabeth A. Kerr et Wendy Faulkner
- Bibliographie sélective des travaux en langue anglaise, Ilana Löwy

Synthèse d'un séminaire

- Être femme dans la recherche, éléments de réflexion, Dominique Fougeyrollas et Claude Zaidman
 - Genre, milieu social et mixité. Promotion de sexe et de classe

- Être femme dans un univers d'homme
- Stratégies des femmes comme « groupe minoritaire »
- Conclusion

Contact : CEDREF, case 7132, Université Paris 7-Denis-Diderot 75251 Paris cedex 05

▲ *Écrire sur soi entre femmes.*

Un atelier d'écriture et son produit

Responsable : Marie-Madeleine Million-Lajoinie, sociologue, Université de Paris-IX-Dauphine

Marie-Madeleine Million-Lajoinie, *Écriture sur soi, entre femmes*, Paris, L'Harmattan, collection Logiques sociales, 2004, 165 pages.

Les huit femmes qui participèrent à l'atelier d'écriture de Marie-Madeleine Million-Lajoinie (dans le cadre d'un programme du Groupe de Paris-Île-de-France de l'actuelle Association française des femmes diplômées des universités) décidèrent, après discussion, d'écrire sur leur expérience personnelle de femme, de femme diplômée – femmes privilégiées se pensaient-elles. Pour soutenir et faciliter l'acte d'écriture, des thèmes incitateurs furent collectivement retenus et, d'un mois sur l'autre, ces thèmes devinrent prétexte à auto-analyse puis à écriture sur soi, à la première personne. Insuffisamment nombreuses pour être à la base d'une enquête quantitative sur les femmes diplômées, les contributrices de ce recueil voulaient simplement porter témoignage. Les femmes réunies dans cet atelier avaient évolué dans un contexte familial, un cadre domestique diversement mais relativement porteurs. Elles avaient pour principal point commun (significatif de leur appartenance à l'AFFDU), d'avoir réussi des études supérieures diplômantes. Elles se mirent au travail avec enthousiasme.

L'ensemble des textes ainsi produits constitua un corpus documentaire que l'auteur a pu interroger en fonction de problé-

matiques conçues par des spécialistes de sciences sociales, à partir du concept de genre, bien au-delà de notre groupe (et depuis plus de trente ans). Le fruit de cet atelier n'est donc pas la publication des contributions des participantes, ni même une synthèse de ces contributions, c'est une analyse scientifique illustrée : les exemples sont choisis dans les récits des membres de l'atelier.

Marie-Madeleine Million-Lajoinie a, avec raison, introduit une distance critique entre son corpus de sources et les résultats qu'elle nous présente ici. Les questions qu'elle a élaborées à partir des thèmes choisis par le groupe (les deux étant en interaction) sont les suivantes : femmes diplômées, savoir et connaissance ; femmes diplômées et itinéraires professionnels, femmes diplômées et construction de l'identité féminine ; femmes diplômées et échanges sociaux ; femmes diplômées et pouvoir ; femmes diplômées et féminité.

Les résultats sont éloquentes : à tous les niveaux de fortes tensions se dégagent du vécu de ces femmes :

- L'accès au savoir général est conçu et perçu comme une émancipation, comme une libération, et cela explique, en partie, la mobilisation, voire l'activité scolaire des membres du groupe (certaines avaient été orientées vers des apprentissages que leurs familles jugeaient plus spécifiquement féminins !).

- Le choix et l'exercice d'un métier ne vont pas de soi : s'il fut évident pour chacune d'avoir une profession, cette dernière est rarement le fruit d'un projet personnel, ancré dans la durée. La profession se construit laborieusement (éventuellement contre les choix familiaux), en fonction des opportunités rencontrées ou provoquées. Elle est parfois abandonnée au bénéfice d'un époux ou d'une famille. Enfin, une fois en selle pour une carrière (dont certaines furent très réussies, particulièrement au niveau international), les membres du groupe sont plus ou moins confrontés à la prééminence masculine.

- L'identité de chacune, aussi riche que variée, fut cependant construite par un faisceau de contraintes et d'influences lesquelles

assignent à la femme d'un côté une certaine image de soi (intériorisation des codes esthétiques pensés par les hommes), de l'autre une certaine façon d'être au monde (question des modèles féminins, du corps, de la séduction, du couple, de la sexualité, de la maternité, etc.)

- Dans le chapitre sur les échanges sociaux, la question de l'argent occupe une place centrale : lorsqu'il est le fruit de son travail, l'argent, comme le savoir, contribue à une réelle désaliénation et est ressenti comme telle. C'est donc un important acteur de l'autonomie des femmes ; mais il est presque toujours vécu avec le brin d'hésitation qui rend l'indépendance financière et sociale de la femme incertaine sinon coupable.

- Le rapport des femmes de l'atelier avec le pouvoir est contradictoire : oui à l'affirmation de soi, mais au service d'une cause, en tout cas pas à n'importe quel prix. Certaines vont même jusqu'au refus du pouvoir, conçu comme une domination pour laquelle elles n'ont aucune prédilection.

- De cet ensemble, il résulte que le fait d'être une femme vous place dans un nœud de contradictions, voire de souffrances, d'obligations, de tensions, de pressions qui fragilisent l'identification de soi : féminité hésitante, écartèlement entre le désir d'être soi-même et le rôle assigné par la norme sociale.

On retrouve dans ce tableau toutes les prescriptions sociales et toutes les contradictions qui pèsent sur la construction du genre féminin dans les sociétés occidentales et qui ont été largement étudiées depuis trente ans, notamment pour les générations représentées dans l'atelier d'écriture. C'est pourquoi, la bibliographie et les notes de Marie-Madeleine Million Lajoinie renvoient à des études spécialisées auxquelles le lecteur pourrait utilement recourir pour satisfaire sa curiosité.

Les diplômées de cet atelier ont produit leurs textes au sein d'un groupe très réceptif ; grâce aux mots bien pesés, dominés, dont l'expression littéraire n'exclut ni l'humour ni l'authenticité, elles ont pris conscience qu'elles n'avaient pas échappé à la

condition féminine qui est la leur. Dans un siècle où l'individualisme connaît un développement si impressionnant, il est plus facile de se persuader qu'on a vécu une histoire singulière, personnelle, originale – ce qui constitue aussi une réalité – plutôt que de se positionner par rapport à l'expérience collective des femmes, autre versant essentiel de notre histoire de femme. Il est si difficile de penser en terme de genre. C'est cet écueil qu'ont réussi à éviter les personnalités féminines qui ont participé à l'atelier d'écriture de l'AFFDU.

Nicole Fouché, CNRS-EHESS

SOMMAIRE

- Introduction
- Chapitre I – Un intérêt constant et entretenu pour le savoir et la connaissance
 - Un fort investissement dans le savoir
 - La confrontation avec un savoir sexué
 - Un environnement familial porteur
- Chapitre II – Des itinéraires professionnels parfois hésitants, mais objets d'un fort investissement personnel
 - Avoir une profession, une évidence pour chacune
 - Les choix professionnels et leurs aléas
 - Le déroulement de carrière et ses difficultés
- Chapitre III – La construction de l'identité féminine
 - À certaines étapes de son itinéraire
 - À propos de la féminine séduction
 - Modèles et contre-modèles féminins
- Chapitre IV – Être femme dans les échanges sociaux
 - Les échanges entre femmes
 - Les échanges avec l'autre sexe
 - Le rôle de l'argent dans les échanges sociaux
- Chapitre V – Les femmes et le pouvoir ou l'expression d'une ambiguïté certaine
 - Être celle qui détient le pouvoir ou l'attrait du pouvoir

- Le fait d’être femme conduit parfois, contre son désir, à refuser le pouvoir
- L’exercice du pouvoir par les femmes : piège, écueils, déception, ou espoir
- Chapitre VI – Assumer sa féminité dans le siècle, dans la tension et la contradiction
 - Le bénéfice des acquis juridiques et sociétaux pour les femmes
 - Au prix de difficultés et tensions propres à leur position de femme
 - Des contradictions dans les attentes concernant la féminité
 - Un déchirement existentiel dans ses références à la féminité
- Conclusion
- Bibliographie

▲ *Prostitués*

Christelle Taraud et Christine Bard (cor.) *Clio, Histoire, Femmes et Sociétés*, 2003, 17, 307 pages.

▲ *Prostitution : marchés, organisations, mobilisations*

Philippe Alonzo, Tania Angeloff, Delphine Gardey (cor.), *Travail, genre et sociétés*, 2003, 10, 265 pages.

La prostitution n’est pas un thème habituel des démographes, qui ne s’y intéressent que de manière annexe, dans une perspective proche de celles des épidémiologiques. Il faut dire que le sujet n’est travaillé, dans les autres sciences sociales, que par quelques rares chercheurs bien qu’une certaine évolution soit perceptible dans l’ouverture des recherches sur la sexualité. L’actualité de la prostitution, ou plus exactement celle des modifications législatives et des débats et les prises de positions qu’elles ont entraînées, ne sont pourtant pas au cœur des deux numéros de revue présentés ici. L’objectif, aussi bien pour *Clio* que pour *TGS*, est au contraire de sortir d’une discussion souvent stérile opposant des opinions

extrêmes et caricaturales. « Plutôt que de faire s'affronter les camps traditionnellement en présence sur ce sujet – avec ses acteurs désormais traditionnels : féministes abolitionnistes ; réglementaristes ; libéraux-libertaires partisans de libre-disposition des corps à des fins de prostitution... [Philippe Alonzo, Tania Angeloff et Delphine Gardey dans TGS]... ont souhaité donner la place aux travaux de terrains... [sur] les contextes passés et contemporains, des formes multiples et différenciées suivant lesquelles la prostitution s'est organisée et s'organise ». Dans une perspective un peu différente, Christelle Taraud et Christine Bard, dans l'introduction du numéro de *Clio*, utilisent à la fois l'actualité du thème pour s'interroger sur les recherches récentes sur la prostitution et s'en éloignent par l'approfondissement du débat qu'elles proposent.

La prostitution, il est dit plus haut, n'est pas une thématique qui a suscité l'engouement des sciences sociales. Mais c'est sans doute en histoire que l'intérêt porté à ce sujet fut le plus manifeste, comme en témoigne par exemple le succès de l'ouvrage précurseur d'Alain Corbin (*Les filles de nocces*, 1978, Aubier). Les travaux sur les sociétés anciennes ou exotiques sont souvent assez bien documentés mais, alors que l'histoire des femmes a connu une réelle impulsion ces trois dernières décennies, peu de pistes ont été explorées par les chercheuses féministes. C'est pourquoi il faut souligner la construction de ce numéro de *Clio*, qui propose un large tour d'horizon sur les travaux actuels consacrés aux prostituéEs. Le E majuscule représente, pour les responsables du numéro, « une technique pour féminiser un terme sans mettre le féminin entre parenthèses ou entre tirets », il a aussi l'intérêt de souligner la mixité de l'activité prostitutionnelle. Or on parle rarement d'un prostitué, comme si ce terme ne pouvait désigner qu'une femme.

Trois articles principaux constituent le dossier central.

L'article de Florence Dupont : « La matrone, la louve et le soldat : pourquoi des prostitué-e-s ingénu-e-s à Rome » soulève

d'emblée la question de la définition. Si le monde de la prostitution à l'époque de la Rome classique semble bien connu (cf. les lupanars intacts sous les cendres de Pompéi), il est nécessaire de distinguer le commerce monnayé des corps, de la pratique d'une sexualité transgressive par rapport aux mœurs de l'époque, en sortant de l'usage métaphorique de l'accusation de prostitution. En définitive, ne sont réellement des prostitués, au sens moderne, que des individu-e-s né-e-s libres – qu'on appelle ingénu-e-s et qui vendent des services sexuels, car l'impudicitia volontaire ne peut déshonorer qu'un individu honorable, c'est-à-dire ni un esclave, ni un affranchi. Toutefois, comme le montre la suite de l'article, les conséquences de cet étiquetage ne sont pas les mêmes pour les hommes et pour les femmes.

L'article de Christian Henrion prend pour cadre le Shanghai d'avant la première guerre mondiale. Il s'intéresse aux formes du discours lettré sur la prostitution au tournant du 20^e siècle, discours qui se centre complaisamment sur une catégorie bien spécifique de prostituées, les courtisanes, c'est-à-dire la strate la plus élevée des « travailleuses du sexe » pour en faire un élément de la culture chinoise. Le développement de ce discours univoque masque en creux un discours inverse, critique, méprisant pour la prostitution « ordinaire », qui s'organise en même temps. Ce discours ambivalent a été la base de la remise en cause du statut des courtisanes et le ferment de nombreux débats publics sur le travail des prostitués.

L'article de Christelle Taraud nous conduit, au milieu du 20^e siècle, dans le Maroc colonial. En étudiant les pratiques de prostitution de l'époque et leurs transformations, l'auteur développe l'idée centrale que les prostituées « indigènes », parce qu'elles se trouvent au croisement de l'ordre et du désordre, de la conformité et de la déviance, du licite et de l'illicite, sont des actrices d'évolution et de transformations sociales tout à fait importantes. Entre les indigènes et les colons, auxquels elles se consacrent professionnellement, elles développent un espace

hybride de pratiques corporelles, sexuelles, sanitaires, mais aussi linguistiques, religieuses où les espaces indigènes et coloniaux s'intriquent pour mieux s'influencer mutuellement.

Ces trois articles sont complétés par des regards supplémentaires constitués de textes plus pointus mais qui s'avèrent particulièrement éclairants. Ainsi découvre-t-on comment était mis en œuvre, au 18^e siècle, l'enfermement des prostituées dans des institutions pénitentiaires religieuses : les Dames Blanches, le Bon Pasteur ou les Pénitentes, ici, à Poitiers et La Rochelle. Gwénaél Murphy analysant les mécanismes de délation – venant le plus souvent de la famille – des « filles débauchées », donne ainsi à voir leurs conditions de vie et leur avenir.

Le document suivant, présenté par Barbahoum Ferhati traite de la reconstruction, entre fantasme et réalité du mythe « des danseuses prostituées dites 'Ouled Naïl (1930-1962), avatar touristique de pratiques traditionnelles plus ou moins déviantes.

Et le dernier document, proposé par Cyril Olivier, livre une correspondance très particulière mais remarquablement instructive en matière de manipulation et d'exercice subtil de la domination masculine, entre un proxénète et sa « protégée » dans la période troublée de l'occupation allemande.

La rubrique « Actualité de la recherche » traite de deux ouvrages étrangers récents et non traduits qui portent l'un et l'autre sur la situation des femmes dans l'Athènes classique (J.-N. Davidson, 1997 ; E. Hartmann, 2002).

Enfin les documents et témoignages ouvrent largement les perspectives, nous entraînant d'abord du côté des esclaves turques dans l'Espagne du 18^e siècle, pour nous mener ensuite dans un débat d'étudiants sur la prostitution et avec des prostituées, à l'Université de Lyon, en 1976.

L'ensemble du numéro, par son organisation, ses références, les sous-thèmes traités et la complémentarité des documents proposés, confirme s'il en était besoin l'intérêt du sujet et sa complexité.

La revue *Travail Genre et Sociétés* a choisi, elle aussi, de traiter de la prostitution, mais dans un cadre disciplinaire quelque peu différent, même si l'histoire récente n'est pas oubliée. C'est en effet davantage sous un angle économique, social et politique, qu'est étudié ici le marché du sexe, comme en témoigne le titre : « Prostitution : marchés, organisation, mobilisation ». Ce qui nous est donné à voir, dans la diversité des articles présentés ici, c'est l'hétérogénéité historique et géographique des modalités d'exercice et d'organisation de la sexualité vénale et, au-delà de cette hétérogénéité, la permanence de certaines caractéristiques des pratiques concrètes et de certaines représentations.

L'interrogation sur la question des relations sexuelles marchandes entre vaincus et vainqueurs est largement posée dans le cadre de la France occupée mais aussi à travers la situation de la Bosnie et du Kosovo. L'article de Cyril Olivier (présent également dans *Clio*) : « Bucoliques et emmurées, les prostituées et le régime de Vichy », et celui d'Insa Meiner « La réglementation de la prostitution et des relations sexuelles par l'occupant », rendent bien compte des enjeux administratifs et sanitaires des conditions matérielles du marché sexuel durant l'occupation. De son côté, Chris Corrin, dans son texte : « Le trafic des femmes dans l'Europe du Sud-Est. Particularités locales, généralités internationales », met en évidence la continuité entre violences sexuelles de guerre et organisation locale puis internationale de la traite des personnes, en insistant particulièrement, dans cette forme spécifique de « migration », sur les facteurs économiques et sociaux qui sont à l'origine de ces départs.

Lilian Mathieu (lui aussi présent dans *Clio*) propose ici une nouvelle lecture du phénomène prostitutionnel, en l'envisageant comme relevant d'un processus de désaffiliation (entendu comme processus conduisant de la pleine intégration à l'inexistence sociale). C'est dans cette perspective qu'il examine les transformations des relations entre les féministes et les prostituées, lors des mobilisations des années 1975 et les formes qu'elles ont pris

récemment. Son analyse débouche sur la mise en évidence du rôle de politiques non spécifiquement adressées aux prostituées, mais qui peuvent s'avérer bénéfiques en tant qu'elles sont pauvres, sans domicile, toxicomanes ou séropositives.

L'article de Chen Mei Hua : « Les désirs sexuels masculins et leurs contradiction : masculinité, style de vie et sexualité », en nous entraînant à Taiwan, nous incite à analyser la prostitution « du côté » du client masculin et invite à remettre en question la lecture simpliste du recours des hommes à la sexualité vénale pour satisfaire avant tout leurs « pulsions sexuelles » naturelles. Elle montre notamment comment les pratiques concrètes et les attentes des clients varient fortement en fonction de leur appartenance de classe, de la représentation que les hommes se font de la – de leur – sexualité et des différences significatives de la fréquentation de certains types de prostituées. Ce qui l'amène à discuter la nature même du « travail sexuel » qu'offrent les prostituées, dans la mesure où la demande ne se limite jamais au sexe stricto sensu.

Enfin, l'article de Viviane Dubol, dans une perspective de psychologie clinique, tente de comprendre comment se construit le psychisme des individus qui se prostituent. L'auteure attire l'attention du lecteur sur la figure moderne de la prostituée et sur les enjeux de l'appellation « travailleuse du sexe ».

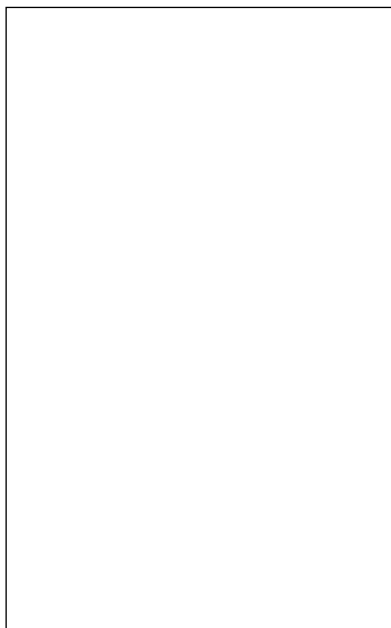
L'intérêt de chacun des articles présentés ici est encore accentué par le dialogue implicite qu'ils organisent entre eux, obligeant le lecteur à modifier fortement sa manière de considérer le phénomène social de la prostitution, trop souvent présenté de façon réductrice et caricaturale.

L'interdisciplinarité et la diversité des terrains présentés dans ce numéro rendent ce numéro particulièrement accessible et la rigueur de sa construction en fait un exemple à donner en lecture à nombre de jeunes chercheurs et étudiants. Mais le ton adopté et le choix du thème justifient aussi un lectorat beaucoup plus large.

Notons aussi que les lecteurs de ce numéro de TSG pourront également parfaire leur culture sur le genre et les débats les plus actuels dans le domaine grâce à la remarquable rubrique « Controverses » qui traite de l'ouvrage de Françoise Héritier, *Masculin-Féminin II*, dissoudre la hiérarchie, avec les contributions d'Agnès Fine, Pascale Molinier, Sabine Prokhoris, Alic Pechriggl et Marie-Blanche Tahon et au compte rendu, sous la plume roborative de Jeanine Mossuz-Lavau, du pamphlet d'Élizabeth Badinter, *Fausse route*.

Michèle Ferrand

Photo Nicole Décure



Michèle Ferrand,
Sept. 2002, Toulouse.

▲ « *Crime passionnel, crime ordinaire* »

Annik Houel, Patricia Mercader et Helga Sobota. Presses Universitaires de France.

Cet ouvrage s'intéresse à la façon dont la presse régionale à travers le quotidien *Le Progrès* traite d'un type particulier de faits divers : les crimes passionnels. À travers une analyse des discours journalistiques sur les crimes passionnels, l'objectif est de cerner les modèles sociaux à l'œuvre sur le couple et la famille. Pour cela, les auteures, utilisent des outils issus de la sociologie et de la psychologie et plus particulièrement des travaux féministes. Elles questionnent l'impact du modèle égalitariste sur les représentations sociales liées à l'amour, au couple et à la famille. Alors que l'égalité entre les hommes et les femmes tend à être socialement de plus en plus légitime, qu'en est-il dans la réalité des pratiques et des représentations sociales qui les structurent ? Peut-on identifier à travers les discours à l'œuvre dans la presse des indices signant une transformation des représentations sociales ? Pour étayer leur questionnement, les auteures vont procéder à plusieurs balisages : tout d'abord, elles font un détour par l'analyse du fait divers passionnel dans la littérature, ensuite, elles s'attachent à le définir précisément tel qu'il se présente dans la presse. Ces étapes préliminaires leurs donnent des outils pour poser les cadres d'une analyse des modèles sociaux du couple, de l'amour et de la famille tels qu'ils se donnent à voir dans la presse écrite, sorte de miroir plus ou moins déformant du social et structure de soutien – ou, au minimum de non-remise en cause – de l'idéologie patriarcale.

À travers leur exploration du crime passionnel, les auteures font plusieurs constats, tant à travers l'étude du fait divers passionnel comme genre littéraire que l'étude des discours journalistiques. La détermination de ce type de crime comme étant « passionnel » (notion socialement définie) a pour conséquence et non des moindres, dans un même mouvement, de déresponsabiliser le criminel et de responsabiliser la victime (dans quatre cas sur cinq

il s'agit d'un crime commis par un homme sur une femme). Comme au 19^e siècle auquel se rattache la tradition du fait divers passionnel journalistique d'aujourd'hui, les conditions sociales des biographies des individus concernés sont invoquées comme justifiant, parfois excusant, l'acte criminel. Mais comme le soulignent les auteures, il n'y a pas symétrie dans l'utilisation des arguments visant à déresponsabiliser les criminels et à surresponsabiliser les victimes. Pour être « déresponsabilisé » de l'acte criminel, il faut que femmes et hommes se soient rendus conformes aux normes qui les définissent. Mais cette règle semble encore mieux fonctionner pour les femmes pour lesquelles tout élément interprété comme déviant, tend à les surresponsabiliser en tant que victimes (elles ont une part de responsabilité dans leur propre mort, c'est-à-dire dans leur assassinat) et à ne pas les déresponsabiliser lorsqu'elles sont les auteurs des crimes. D'autre part, une forme de « connivence » entre les journalistes hommes qui écrivent ces articles, les hommes criminels mais aussi les lecteurs émerge de l'analyse du corpus d'articles traités dans la recherche. En effet, d'un bout à l'autre de la trame du fait divers passionnel, c'est à travers un ego masculin que l'histoire est tissée.

En conclusion, les auteures indiquent que l'on peut caractériser les rapports entre les hommes et les femmes comme étant avant tout construits sur un clivage. D'un côté un modèle de plus en plus valorisé, celui prônant l'égalité entre les sexes, de l'autre un modèle inégalitaire, défini comme étant archaïque, c'est-à-dire porté par des désirs très profonds niés par ailleurs. La confrontation de ces deux modèles semble ne pas tourner à l'avantage du modèle égalitaire qui n'est pas encore construit, dans les pratiques et dans les représentations sociales, comme un modèle alternatif venant se substituer au modèle inégalitaire encore prédominant.

L'approche pluridisciplinaire de l'analyse, l'écriture fluide et les nombreux allers-retours entre les données et les outils

conceptuels en font un ouvrage particulièrement intéressant qu'on lit d'une seule traite, comme on pourrait le faire d'un roman policier.

Muriel Andriocci

▲ *Le genre comme catégorie d'analyse, sociologie, histoire, littérature*

Sous la direction de D. Fougeyrollas-Schwebel, C. Planté, M. Riot-Sarcey et C. Zaidman

En mars 2002, à l'Université Paris 7-Denis-Diderot, le Réseau interdisciplinaire et inter-universitaire national sur le genre (RING) organisait sa première manifestation scientifique et permettait aux chercheur-e-s de confronter leurs analyses d'un outil conceptuel devenu aujourd'hui central : le genre. À travers la multiplicité des disciplines (sociologie, histoire, littérature), les intervenantes du colloque, par le biais de leurs contributions réunies dans cet ouvrage, ont tissé les fils d'une réflexion à la fois riche et diverse sur un concept devenu incontournable dans le champ des études féministes. En effet, dans son introduction, Claude Zaidman indique que « le genre » « connaît une percée significative, à la fois dans le vocabulaire scientifique et politique, après des années de résistance » (Zaidman, 2003 : 12). L'enquête visant à recenser les enseignements et recherches sur le genre en France, enquête encore en cours lors de la parution de cet ouvrage et dont le rapport intermédiaire figure en annexe, vient en effet appuyer cette idée d'une diffusion de plus en plus manifeste du terme « genre » puisqu'elle comptabilise 245 enseignements « contenant » le genre, pour 151 portant « spécifiquement » sur le genre. Reste que nous n'avons pas de précision sur ce que « contenant » implique, même s'il semble bien que ce soit la dimension « euphémisante » de la notion qui puisse en partie expliquer sa diffusion. Les années de résistance des institutions universitaires, mais aussi politiques, aux problématiques féministes, ont fait place à un intérêt (certes tout relatif et sous impulsion, voire sous

injonction, européenne) pour le genre. Comme l'indique Eleni Varikas, en citant les exemples américain et britannique, une des raisons de l'adoption du concept « genre » est « que le terme accorde une certaine respectabilité scientifique à une réflexion qui, menée sous la dénomination de « feminist studies », éveillait la suspicion de partialité et de militantisme » (Varikas, 2003 : 205). En France, comme en d'autres pays, le « genre » en atténuant la dimension de lutte qu'implique le terme « féministe », a conféré un surplus de valeur, a fondé la légitimité d'un objet qui l'était/l'est moins lorsque l'on évoquait/évoque les « rapports sociaux de sexe ». Mais l'essentiel n'est sans doute pas de choisir un camp (contre ou pour l'utilisation du « genre »). Il est d'avantage, et c'est tout l'intérêt de cet ouvrage, dans le débat interdisciplinaire de ce qui constitue la notion elle-même. L'ensemble de ces contributions issues du colloque du RING nous permet d'envisager le « genre » comme un concept plus que comme un label, « vaste fourre-tout qui ne permet pas toujours la distinction entre les niveaux d'analyse, entre la description et la critique [...] et qui désigne aussi bien les processus que les résultats de ces processus. » (Chaperon, 2003 : 109). Le genre est en débat dans cet ouvrage, indispensable pour comprendre les jeux et les enjeux actuels autour de la différence et des rapports entre les hommes et les femmes.

Muriel Andriocci

Parutions

▲ *Ouvrages parus dans la collection*

« *Bibliothèque du féminisme* » (L'Harmattan)

- Identité nationale et procréation au Brésil. Sexe, classe, race et stérilisation féminine, Valeria Ribeiro Corossacz, 2004, 172 p.
- Les actrices victoriennes. Entre marginalité et conformisme, Muriel Pécastaing-Boissière, 2004, ouvrage illustré, 270 p.
- Lesbianisme et féminisme : histoires politiques, Natacha Chetcuti et Claire Michard (dir.), 2003, 316 p.
- Le genre comme catégorie d'analyse. Sociologie, histoire, littérature, Dominique Fougeyrollas-Schwebel, Christine Planté, Michèle Riot-Sarcey et Claude Zaidman (dir.), 2003, 238 p.
- L'écriture de Monique Wittig. À la couleur de Sappho, Catherine Écarnot, 2002, 226 p.
- Dissemblances, jeux et enjeux du genre, Rose-Marie Lagrave, Agathe Gestin, Éléonore Lépinard et Geneviève Pruvost (dir.), 2002, 240 p.
- Le sexe en linguistique. Sémantique ou zoologie ?, Claire Michard, 2002, 162 p.
- Lectures de femmes. Entre lecture et écriture, Marianne Camus et Françoise Rétif (dir.), 2002, 240 p.
- Le prisme de la prostitution, Gail Pheterson, 2001, 216 p.
- Femmes de pouvoir : mythes et fantasmes, Odile Krakovitch, Geneviève Sellier et Éliane Viennot (dir.), 2001, 240 p.
- Les femmes à la conquête du pouvoir politique. Royaume-Uni, Irlande, Inde, Martine Spensky (dir.), 2001, 216 p.
- L'évidence de l'égalité des sexes. Une philosophie oubliée du 17^e siècle, Elsa Dorlin, 2001, 160 p.
- Rencontres entre artistes et mathématiciennes. Toutes un peu les autres, Thérèse Chotteau et al., 2001, ouvrage illustré + cahier 16 pages couleur, 184 p.

- Cartographie du féminin dans l'utopie. De l'Europe à l'Amérique, Claude Cohen-Safir, 2000, 208 p.
- Simone de Beauvoir. L'autre en miroir, Françoise Rétif, 1998, 192 p.
- Le Deuxième Sexe de Simone de Beauvoir. Un héritage admiré et contesté, Catherine Rodgers, 1998, 320 p.
- La construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps, Paola Tabet, 1998, 208 p.
- Les femmes et la création musicale. Les compositrices européennes du Moyen Âge à la mi-20^e siècle, Danielle Roster, 1998, ouvrage illustré, 352 p.
- Quelle citoyenneté pour les femmes ? La crise des États providence et de la représentation politique en Europe, Alisa Del Ré et Jacqueline Heinen (dir.), 1997, 320 p.
- Le roman d'amour et sa lectrice, histoire d'une passion. L'exemple Harlequin, Annik Houel, 1997, 160 p.
- Les femmes dans la prise de décision en France et en Europe, Françoise Gaspard (dir.), 1997, 224 p.
- La mixité à l'école primaire, Claude Zaidman, 1886, 240 p.
- Lettres de Catherine de Saint-Pierre à son frère Bernardin, Lieve Spaas, 1996, 224 p.

Féminin. Masculin

Michèle Ferrand, Éd. La Découverte, collection « Repères »
 (9 bis, rue Abel-Hovelacque 75013 Paris)
www.collectionreperes.com

L'écart entre les positions masculine et féminine s'est fortement réduit. Le quotidien des femmes de ce début de siècle n'a que peu de rapports avec celui de leur mère et encore moins de leur grand-mère. Elles ont acquis la capacité de décider de leur vie, individuellement et socialement. Des bastions masculins sont tombés, d'autres sont fortement menacés.

Mais le maintien têtue de certaines discriminations sexuées, la reconstitution de nouvelles formes d'inégalités là où on ne les attendait pas, montrent que si la domination masculine semble s'être atténuée, elle n'a pas disparu. Qu'il s'agisse des salaires ou des responsabilités professionnelles, des mandats électifs ou des charges parentales, de la visibilité dans la création ou de la liberté sexuelle, le masculin l'emporte encore sur le féminin.

L'objectif de cet ouvrage est moins d'insister sur le maintien de ces inégalités que de comprendre comment elles se déplacent, se reconstituent, mais aussi s'atténuent. Et d'essayer de saisir la nature des forces qui œuvrent pour leur extinction comme de celles qui y font résistance.

— Michèle Ferrand est sociologue au laboratoire Cultures et sociétés urbaines du CNRS et associée à l'unité Démographie, genre et sociétés de l'INED. Elle est spécialiste des inégalités entre les sexes, dans la famille, au travail et à l'école.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction

Travail professionnel, travail domestique

- Travail et activité : une histoire des mots
 - Le travail productif : la part des femmes
- L'accès des femmes au monde du travail
- Le maintien des inégalités ; ségrégation et qualifications
- Chômage et temps partiel
 - Le travail domestique : la part des hommes
- L'invisibilité du travail domestique
- Une participation masculine légèrement en hausse ?
- Un partage différentiel selon le type de tâche et le milieu social
- Négociations et travail domestique

P res et m res

- Un nouveau régime démographique de la famille

Décider de devenir parents

- Contrôle des naissances au masculin et pression nataliste
- La décision procréative aux mains des femmes
- Le temps des femmes et l'emploi des hommes

La charge des enfants

- La parentalité après la séparation
- Familles recomposées : une place différente pour les hommes et pour les femmes

Le registre du symbolique

- La parentalité au masculin et au féminin
- Nouveaux modes de procréation : l'éclatement des notions de maternité et de paternité

La socialisation selon le sexe

Famille et groupe de pairs

- Des parents pleins de « bonne volonté égalitaire »
- Des pairs encore plus normatifs que les parents

L'école

- Le temps de la différence
- Le temps de la mixité
- La meilleure réussite des filles : une victoire à la Pyrrhus

La place des femmes dans l'espace public

Stratification et mobilité : où sont les femmes ?

- La stratification sociale : comment classer les femmes
- La mobilité sociale : une notion au masculin

Création et sociabilité

- La visibilité sociale du masculin et du féminin
- La sociabilité au masculin et au féminin

La parité en politique

- L'exclusion des femmes
- La parité en question : les réformes de 1999

Le dernier bastion : le pouvoir économique et institutionnel

Amour, sexualité et domination masculine

- Les difficultés d'appréhender la sexualité dans les sciences sociales

Vers plus d'égalité : la fin de la double morale

- Le rapprochement du comportement des hommes et des femmes
- Le maintien de certaines différences

Les transformations de la sexualité conjugale

- Les formes nouvelles de la conjugalité
- Le primat du désir masculin
- La sexualité entre partenaires de même sexe

Viols et violences sexuelles

Conclusion

Bibliographie

L'émancipation des femmes : repères chronologiques

▲ *Femmes. Familles. Filiations*

Société et histoire

Études réunies par Marcel Bernos et Michèle Bitton en hommage à Yvonne Kniebiehler. Préface de Maurice Agulhon, 2004, Publications de l'Université de Provence, collection « Le temps de l'histoire ».

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos, Marcel Bernos

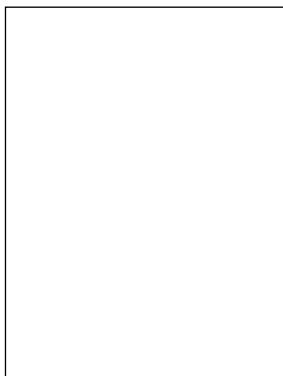
Préface, Maurice Agulhon

Regard transversal, Jacques Guilhaumou

L'itinéraire d'une historienne engagée : entretien avec Yvonne Kniebiehler

Le temps de l'émancipation

- La condition féminine dans l'ancienne France : remarques de méthode, Marcel Bernos
- Les chemins de l'indépendance féminine dans l'œuvre romanesque d'Isabelle de Charrière (1740-1805), Isabelle Vissière



Yvonne Kniebiehler

- De l'art de faire des enfants d'esprit : les médecins, les femmes et la fabrique du citoyen au début du 19^e siècle, Anne Verjus
- Femmes sans révolutions. Les faux-semblants d'une révolution romantique : la place et l'image des femmes dans l'histoire de France au 19^e siècle, Rémi Mallet
- Femmes et associations : le Conseil national des femmes françaises sous la III^e République, Anne Cova

- Des États généraux du féminisme à l'Exposition coloniale, Régine Goutalier
- Une créatrice sociale à Marseille : Marie Oddo (1868-1955), Éliane Richard
- Militer pour la mère et l'enfant : propos de femmes (Algérie, Maroc), Geneviève Dermenjian

Relire l'histoire

- Les apports d'Yvonne Kniebiehler à l'histoire du travail social, Henri Pascal et Paul Allard
- Si le CEFUP nous était conté, Daniel Armogathe
- Femmes, féminisme et recherches : regards sur le BIEF, Françoise Thébaud
- Pionnière de l'histoire des mères : la contribution d'Y. Kniebiehler, Karen Offen
- Adam et Ève et les autres expressions du masculin et du féminin dans les premiers chapitres hébraïques de la Genèse, Michèle Bitton
- Tel père, tel fils ? Paternité et filiation dans Henry IV, de Shakespeare, Élisabeth Rallo
- Mères et pères dans l'opéra romantique italien, Martine Lapied
- Le système familial moderne au Japon : unique ou universel ?, Yuko Nishikawa

- L'internat immobile ? Pour une histoire de l'enfance inadaptée au féminin, Daniel Muray
- Vacances en famille : quelques pistes de recherche sur l'évolution des pratiques et des territoires en France au cours du 20^e siècle, Véronique Antomarchi
- La cité des femmes, Christine Bard

Annexes

- Annexe I : Le CEFUP
- Annexe II : Bibliographie d'Yvonne Kniebiehler, rassemblée par Michèle Bitton

▲ *Femmes au travail. Femmes au chômage*

Josette Coenen-Huther, L'Harmattan, Paris, collection « Logiques sociales ».

Le travail et le chômage sont abordés ici sous l'angle des rapports entre femmes et hommes. La méthode de recherche permet un regard approfondi sur l'évolution du rapport au travail et au chômage de femmes interrogées à deux reprises : quelques mois après leur entrée au chômage et un an plus tard.

L'ouvrage débute par un examen des effets pervers, au travail et dans la famille, de ce qu'on qualifie fréquemment de « qualités féminines ». Le sens que les femmes confèrent au travail et au chômage ainsi que leurs expériences vécues sont abordés par la suite. Apparaissent alors des trajectoires qui, en un an, ont conduit ces femmes de l'angoisse au soulagement, de la sérénité à l'anxiété, de l'ambivalence à l'affirmation de soi, de l'engagement au renoncement.

Ainsi se dégagent des figures-types de rapports au travail et au chômage : célibataires et divorcées plongées dans la pauvreté, jeunes femmes hésitant à s'engager pleinement dans la vie active, mères déchirées entre leur foyer et leur activité professionnelle, etc.

Le livre montre également le rôle important joué par l'âge, l'état-civil, le fait d'avoir ou non des enfants et, surtout, le niveau

de formation, dans les attitudes des femmes à l'égard de l'exercice d'activités rémunérées.

— Docteur en sociologie, Josette Coenen-Huther est maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Genève. Elle s'intéresse tout particulièrement aux questions liées à la famille et à la situation des femmes. Ses publications portent notamment sur la mémoire familiale et les négociations dans le couple.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction

Chap. 1 – Le monde professionnel et les « qualités féminines »

- Les services : des emplois au féminin
- La dévalorisation des qualités naturalisées
- Le « sourire commercial »
- Créer une ambiance de salon
- Don de soi, empathie et... burn out
- Les « charmes » féminins : de l'instrumentalisation au harcèlement sexuel
- Les méfaits de l'autodévalorisation
- Qualités féminines et discriminations : le plafond de verre
- Notes

Chap. 2 – La non-reconnaissance du travail des femmes par leur conjoint

- Être professionnellement active : quelle appréciation du mari ?
- Être professionnellement active : quelle participation du mari au travail domestique ?
- Activité professionnelle des mères et partage conjugal des tâches domestiques : un idéal hors de portée ?
- Victime au plan professionnel et domestique
- Notes

Chap. 3 – Le sens du travail et les premières conséquences du chômage

- Le sens du travail
- La stigmatisation du chômage
- La pauvreté, première conséquence du chômage
- Premières réactions au chômage
- Notes

Chap. 4 – Deux réactions opposées au chômage : la désespérance et la tendance à l'insouciance

- Situation par rapport à l'emploi lors du deuxième entretien
- Le vécu du chômage
 - Le chômage-choc
 - La banalisation du chômage
- Notes

Chap. 5 – Le chômage, étape d'un processus de réorientation

- Un processus d'émancipation
- La (re)découverte de la vie privée
- Notes

Chap. 6 – Trajectoires de mères

- Évolution des taux d'activité et d'occupation des mères : données statistiques
- Obstacles à la conciliation entre activité professionnelle et présence de jeunes enfants
- La découverte de la maternité et la relativisation de la profession
- Notes

Conclusions

Bibliographie

▲ *Identité nationale et procréation au Brésil*

Valeria Ribeiro Corossacz, L'Harmattan, collection « Bibliothèque du féminisme

Sexe, classe, race et stigmatisation féminine

Le Brésil a longtemps été pensé comme un pays où le racisme n'existait pas. L'identité nationale brésilienne s'est en

effet construite, à partir des années trente du 20^e siècle, sur la « démocratie raciale » et la valorisation du métissage. Aujourd'hui, des perceptions nouvelles font apparaître le Brésil comme un pays où, en réalité, la « démocratie raciale » s'accompagne de racisme. Cet ouvrage propose d'interroger le rôle que la procréation a joué et joue encore dans la construction d'une identité nationale prise entre « démocratie raciale » et racisme.

Valeria Ribeiro-Corossacz, prenant comme terrain de recherche un hôpital-maternité de la banlieue de Rio de Janeiro, a interviewé des femmes qui ont opté pour la stérilisation, méthode très répandue au Brésil. Quelles sont les femmes qui choisissent la stérilisation, et pourquoi ? Quel est le poids des rapports sociaux de sexe dans le choix d'une méthode aussi définitive ? Quels rôles la classe et la couleur jouent-elles dans la gestion sociale de la reproduction ? Quels sont les liens établis entre la race, la classe, la nation, et la procréation, dans le projet de construction d'une nation moderne ? Autant de questions auxquelles l'auteur apporte des éléments de réponse en analysant les histoires reproductives de femmes stérilisées, blanches et noires, des classes populaires et moyennes.

— Valeria Ribeiro-Corossacz est docteur en anthropologie sociale (EHESS de Paris et Université de Sienne, Italie). Ses travaux, sur lesquels elle a publié de nombreux articles, traitent des rapports entre racisme et sexisme dans l'identité nationale brésilienne et de leur impact sur le domaine de la santé reproductive.

TABLE DES MATIÈRES

Le Brésil entre racisme et démocratie raciale

- De la théorie du branqueamento à la valorisation du métissage
- Hiérarchie sociale et identité nationale
- La classification raciale de la population brésilienne
- Racisme et reproduction
- Sexualité et reproduction
- Le système sanitaire national et l'univers de la recherche

Ligadura/Stérilisation féminine : les conditions du choix d'une méthode anticonceptionnelle irréversible

- La ligadura
- La ligadura et les autres méthodes anticonceptionnelles
- La stérilisation féminine et la position du mouvement noir
- Histoires de femmes qui n'ont plus d'enfants : après la loi
- Histoires de femmes qui n'ont plus d'enfants : avant la loi

La stérilisation féminine et les destinées de la nation

- La reproduction humaine médicalisée et nationalisée
- La formation-reproduction du peuple brésilien à travers le savoir médical
- L'hygiène sociale et l'eugénisme
- La stérilisation féminine comme contrôle de la natalité
- Femmes et reproduction de la communauté nationale
- Médecins, sexualité et contraception
- Nation, femmes, médecins

Deux mondes en comparaison : les histoires reproductives des médecins et de leurs patientes

- La ligadura chez les médecins
- Reproduction planifiée vs reproduction non planifiée
- Sexualité réglée vs sexualité non réglée
- Modèles reproductifs et construction du futur

Conclusion

Bibliographie

▲ *Droit de cité pour les femmes*

Christine Bulot, Dominique Poggi, 2004, collection « Les savoirs de la ville, Éd. de l'Atelier, 205 pages.

Les femmes des cités de banlieue sont de plus en plus nombreuses à ne plus vouloir subir et se taire. Cet ouvrage, réalisé grâce à la participation de quatre-vingts femmes de l'est du Val-d'Oise, est un véritable livre référence rassemblant les paroles des

femmes des quartiers, leurs problèmes mais aussi leur formidable envie de participer aux décisions qui les concernent.

Quand les femmes des quartiers prennent la parole, elles brisent des silences enfouis, font surgir une force de libération insoupçonnée, dénoncent les incohérences politiques incapables de traiter ensemble l'emploi, les transports, les gardes d'enfants et l'aménagement urbain. Elles mettent le doigt sur le tragique oubli dans lequel ont été reléguées les jeunes filles. Au fil des pages, le lecteur découvre les grandes souffrances subies et l'extraordinaire créativité qui surgit quand des professionnels de la ville acceptent de croiser leur savoir avec les habitants. D'une grande lisibilité, ce livre défait le cliché selon lequel les femmes des banlieues les plus pauvres sont dépourvues de ressources et d'idées. Il décrit avec précision, au travers d'un récit, les méthodes et les propositions à mettre en œuvre pour que les femmes exercent pleinement leur droit de cité.

— Christine Bulot est directrice du Pôle de ressources ville et développement social chargé d'accompagner les politiques urbaines dans le Val-d'Oise. Diplômée en travail social et en sociologie, elle travaille depuis plus de vingt ans sur les problématiques urbaines et sociales.

— Dominique Poggi, sociologue et consultante en sciences humaines (cabinet VERES), anime des démarches participatives auprès d'habitants et de professionnels dans le cadre de recherche-actions d'un nouveau genre. Elle intervient sur des questions telles que la prévention des violences et des conduites à risques, l'intégration sociale, l'articulation entre santé mentale et société.

Cet ouvrage a été réalisé avec la participation de : Eva Allouche, Margaret Allouche, Aïcha Anguila, Claire de Bénazé, Hayat Bezrhoudi, Kya Dembélé, Barbara Dudragne, Claire Ehrmann, Élisabeth Garat, Hélène Garcia, Michèle Gonin, Jacqueline Guingadarin, Murielle Guingadarin, Corinne Hinaut, Magali Maceli, Yvette Masengu, Tabitha Nkuinji, Colette Rolland, Souad, Claudine Thébaud, Marie-Jeanne Yago

Les savoirs de la ville : Croiser les réflexions des habitants, des professionnels de la ville, des élus et des universitaires pour promouvoir les recherches qui renforcent le lien social et construisent la ville de demain, tel est l'objectif de la collection « Les savoirs de la ville » dirigée par Profession Banlieue.

Contact : Éditions de l'Atelier. Delphine Richard, Marc Barruel – Tél. 01 44 08 95 05 / Fax : 01 44 08 95 00.
Editions.atelier@wanadoo.fr

▲ *Genre et bioéthique*

Coordination scientifique : Marie-Geneviève Pinsart. Annales de l'Institut de philosophie de l'Université de Bruxelles, 2003, Librairie philosophique J. Vrin, Paris.

Depuis une cinquantaine d'années, la réflexion philosophique prend la mesure des développements de la médecine et des biotechniques mais, en Europe, elle ne s'attarde guère aux enjeux des diverses représentations de la femme et de l'homme en bioéthique. Cet ouvrage témoigne de l'intérêt différencié que des philosophes issues de cinq pays européens accordent aux questions actuellement soulevées par la bioéthique. Ces études de genre abordent le statut du corps techniquement reconfiguré à travers le cyborg, analysent le concept de sujet, envisagent de manière critique l'éthique du souci de l'autre, confrontent les objectifs normalisateurs de la bioéthique à la pluralité des approches contextuelles, s'interrogent sur la notion de génération ou mènent des recherches comparatives en biodroit.

TABLE DES MATIÈRES

- Introduction, Marie-Geneviève Pinsart
- Corps-cyborg et bioéthique féministe : le cas de « Junior », Nina Lykke
- Vers une subjectivité viable : un point de vue philosophique et féministe, Rosi Braidotti

- L'éthique du souci de l'autre. Un point de vue féministe sur la bioéthique, Marian A. Verkerk
- Au-delà d'une éthique de la sollicitude ? Mylène Baum
- La génération ou la face cachée de la démocratie, Françoise Collin
- Le choix du sexe pour des raisons non médicales : reconnaissance et omission des questions de genre, M.-Geneviève Pinsart
- Le sujet éthique peut-il être un sujet féminin ?, Élisabeth G. Sledziewski
- L'avortement : entre la recherche scientifique et le droit des femmes, Célia Pereira Porto
- Le biodroit face aux problèmes de genre, Ascensión Cambrón

▲ *Rien sans elles.*

De la parité en politique

Sous la direction de Nicole Roux. Nantes : L'Atalante

Préface : Avec elles, forcément, Hervé Hamon

Introduction : Elles, ensemble, Nicole Roux

Première partie – Des femmes élues. Les doux leurre de la parité

- La parité un atout pour la démocratie, Réjane Sénac-Slawinski
- Le statut de l'élu-e, ou de la difficulté de prendre en compte le genre en politique, Éléonore Lépinard
- L'impossible féminisation de l'Assemblée nationale, « sanctuaire » du pouvoir républicain, Mariette Sineau
- Des Bretonnes aux parlements, témoignages avec Martine Buron (ex-députée européenne), Yolande Boyer (sénatrice du Finistère), Patricia Adam (députée du Finistère) et Danièle Bousquet (députée des Côtes-d'Armor), Annette Vazel

Deuxième partie – La politique au quotidien

- Les « dames conseillères » de 1936, une histoire de l'engagement politique féminin, Rémy Caveng
- Mère ou maire ?, Réjane Sénac-Slawinski

- Vivre son mandat d'élue, entretien avec Éliane Poirier, ancienne conseillère municipale de Rennes, Paula Fourdeux et Nicole Roux
- Le bonheur d'être maire, entretien avec Marie Jacq, ancienne maire et députée du Finistère, Françoise Blévin et Nicole Roux
- Agir et faire changer les choses, entretien avec Hélène Tanguy, maire du Guilvinec et députée du Finistère, Paula Fourdeux et Nicole Roux

Conclusion

- Place des femmes, du local au gouvernement, entretien avec Marylise Lebranchu, ancienne ministre, Paula Fourdeux et Annette Vazel
- De plus en plus avec elles, par Nicole Roux

Annexes

- Résolution et manifeste du colloque de la recherche féministe francophone « Ruptures, Résistances, Utopies » (Toulouse, septembre 2002)

Rien sans elles : Lieu d'accueil quotidien et espace de parole pour toutes les femmes, « Rien sans elles » est une association d'une centaine de femmes et d'hommes créée en 1999 dans le Finistère. L'engagement des femmes dans la sphère politique y représente depuis le début l'un de ses nombreux combats en faveur de l'égalité des sexes : dîners-débats autour des candidatures féminines aux municipales, journées d'études en 2001 et 2002. Le présent ouvrage est le témoin des temps forts de son action sur la parité, avec son mélange de témoignages de femmes élues et d'analyses d'universitaires.

L Atalante : Librairie et maison d'édition à Nantes depuis 1979, L'Atalante compte un catalogue de plus de 300 titres. Rien sans elles est le dixième volume de sa collection « Comme un accordéon ». Cette collection propose des textes originaux, produits d'une rencontre, à chaque fois « unique » entre un engagement scientifique ou militant, un témoignage et une création littéraire.

▲ *La vie d'une Iranienne au 20^e siècle*

Mahindokht, L'Harmattan, Paris.

Cet ouvrage relate la vie d'une princesse iranienne de Téhéran, depuis sa naissance jusqu'à l'âge mur. Abandonnée par sa mère peu après sa naissance, elle est élevée par sa grand-mère, selon les principes et traditions en vigueur à l'époque, dans un pays où la position des femmes est peu enviable. Elle réussit pourtant, dans ce contexte effroyable, à atteindre les objectifs que, toute petite, elle s'était fixés.

Après des études brillantes à l'École normale supérieure de Téhéran et un doctorat acquis en France dans le domaine des sciences de l'éducation, elle épouse son ancien professeur de lettres, écrivain et poète connu, dont elle a trois enfants. La vie se présente sous les meilleurs auspices, quand éclate la Révolution. Cet événement brutal fait basculer sa vie et celle de sa famille. Elle devra s'expatrier, aux États-Unis d'abord, puis en France et subira encore bien des épreuves, mais grâce à son courage, à sa ténacité et à ses efforts, elle parviendra à les surmonter.

— Mahindokht est née à Téhéran, diplômée de l'École normale supérieure de Téhéran, docteur ès sciences de l'éducation, a publié plusieurs ouvrages de psychologie en Iran et a rédigé de nombreux articles consacrés à la culture iranienne dans des revues éditées en France et en Iran. *La vie d'une Iranienne au 20^e siècle* est son premier ouvrage écrit en français.

▲ *Carrières scientifiques et universitaires : à quand l'égalité hommes/femmes ?*

Actes du colloque « Carrières scientifiques et universitaires : à quand l'égalité hommes/femmes ? », tenu le 15 octobre 2003 à l'auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris. Sous le haut patronage de Bertrand Delanoë, maire de Paris ; Danièle Pourtaud, sénatrice de Paris, adjointe au maire, chargée des universités ; Claudine Hermann, présidente de l'association « Femmes et sciences ».

SOMMAIRE

Première table ronde – présidée par Danièle Pourtaud : « Le système éducatif et universitaire français favorise-t-il l'égalité ? »

- Michèle Leduc, mairie de Paris et Femmes et sciences
- Bernard Bosredon, Université Paris 3
- Liane Henneron, CLASCHEs
- Anne Hidalgo, mairie de Paris
- Claudette Lapersonne, IUFM de Paris
- Francine Demichel, direction de l'Enseignement supérieur
- Questions de la salle

Deuxième table ronde – présidée par Claudine Hermann : « Carrières scientifiques et techniques : bientôt l'égalité ? »

- Danièle Auffray, mairie de Paris
- Isabelle Germain, Association des femmes journalistes
- Thierry Boujard, INRA
- Véronique Préaux-Cobti, Grandes écoles au féminin
- Maurice Pinkus, UIMM et FIEEC
- Sylvie Rançon, Schlumberger
- Christine Cluzel, IBM, Cercle Inter'Elles, Femmes et sciences
- Questions de la salle

Conclusions

- Danièle Pourtaud, mairie de Paris
- Claudine Hermann, Femmes et sciences
- Jack Lang, député et ancien ministre de l'Éducation nationale

▲ Rapport d'activité du Sénat

Rapport n° 263, session ordinaire de 2003-2004. Annexe au procès-verbal du 13 avril 2004.

Rapport d'activité fait pour l'année 2003 au nom de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes et compte rendu des travaux de cette délégation sur la mixité dans la France d'aujourd'hui, déposé en

application de l'article 6 septies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires.

Par Mme Gisèle Gautier, sénateur.

SOMMAIRE

Première partie – Compte rendu d'activité de l'année 2003

- Proposition de loi portant réforme de l'élection des sénateurs
- Projet de loi portant réforme des retraites
- Projet de loi sur le divorce
- Activité internationale de la délégation
 - Les rencontres internationales
 - L'accueil de délégations et de personnalités étrangères
- Interventions dans des colloques et activités diverses
 - Le thème de la parité politique
 - Le thème de la parité économique, sociale et professionnelle
- Annexes

Deuxième partie – La mixité dans la France d'aujourd'hui

- La mixité, un phénomène récent qui s'est généralisé « sans même qu'on y prête attention »
 - La mixité a d'abord été vécue dans les activités de loisirs...
 - ...Puis a été introduite à l'école
 - L'absence de réflexion préalable
 - Un terme peu présent dans les textes
- La mixité n'est pas l'égalité
 - Le paradoxe des filles : réussite scolaire mais inégalités professionnelles persistantes
 - Un exemple éclairant : la place réduite des femmes dans le sport
 - Les obstacles à la mixité
 - L'accentuation éventuelle des différences sexuées dans un groupe mixte
- La mixité remise en cause ?

- Une réalité aujourd’hui consensuelle...
- ...Bien que contestée soit de fait soit pour des raisons de principe
- L’existence de quelques espaces non mixtes
- Refuser le « grignotage » de la mixité
- Recommandations adoptées par la délégation
- Examen par la délégation
- Annexes
 - 1. Convention du 25 février 2000 pour la promotion de l’égalité des chances entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif
 - 2. Comptes rendus des auditions
- Contribution du Groupe communiste républicain et citoyen

▲ *Chiffres clés 2003*

L’égalité entre les femmes et les hommes

Ministère délégué à la Parité et à l’Égalité professionnelle

SOMMAIRE

La parité et l’accès des femmes aux responsabilités

- Les femmes et la vie politique
- Les femmes et la vie associative

L’égalité professionnelle

- La formation des femmes
- L’activité et l’emploi des femmes
- Les femmes face au chômage
- Les écarts de salaire entre les hommes et les femmes
- Les écarts de retraite entre les hommes et les femmes
- Les femmes immigrées dans la population active
- Les femmes et la création d’entreprise

L’accès aux droits et le respect de la dignité de la personne

- La contraception
- Les interruptions volontaires de grossesse

- Les violences envers les femmes
- Niveaux de vie et minima sociaux

La gestion des temps de vie

- Le partage des temps des hommes et des femmes
- L'évolution du temps de travail
- Les femmes dans l'univers culturel
- Les femmes dans l'univers sportif

Des indicateurs européens

- Le suivi de la Conférence de Pékin
- Des indicateurs dans le domaine de l'emploi
- Des indicateurs de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale



Cahiers du genre

▲ N° 36, 2004

Les résistances des hommes au changement

Coordonné par Anne-Marie Devreux

SOMMAIRE

Dossier

- Les résistances des hommes au changement social. Introduction, Anne-Marie Devreux
- Les masculinistes face à la réussite scolaire des filles et des garçons. Entretien d'Anne-Marie Devreux, Pierrette Bouchard
- L'irrésistible élection de Marguerite Yourcenar à l'Académie française, Delphine Naudier
- Paternité et inégalités dans les rapports parentaux : une analyse de cas brésiliens, Ana-Liési Thurier
- Dépression sous les neutrons : une enquête dans l'industrie de process, Pascale Molinier
- Le masculin en mal, Djaouida Séhili

Hors-champ

- Sexuation du travail sportif et construction sociale de la féminité, Catherine Louveau
- Football féminin : « C'est un jeu d'hommes », Stéphane Héas, Dominique Bodin, Karen Amossé, Sophie Kerespar

Document

- Ex-citoyennes de l'ex-Yougoslavie, Zarana Papic

Notes de lecture

Contact : Cahiers du genre – IRESKO-CNRS – 59-61, rue Pouchet 75849 Paris cedex 17.

Courriel : senotier@iresko.fr – Tél. 01 40 25 11 65

http://www.iresko.fr/revues/cahiers_du_genre

Chronique féministe

▲ N° 86-88

• Femmes en ville •

Comment « re »faire de la ville un atout de l'émancipation des femmes ? Les historiens conviennent que le développement des villes a été un facteur favorable pour elles : accès aux commodités qui allègent la vie quotidienne (eau courante, électricité, etc.), services et commerces de proximité, diversification des activités professionnelles (secteur tertiaire), allègement du contrôle social, nouvelles formes de vie associative parmi lesquelles le féminisme... : la ville libère.

Et pourtant, aujourd'hui nombreuses sont les femmes qui se plaignent de la ville : encombrement, pollution, bruit, publicités dégradantes, insécurité, violence, stress, etc. La ville pose problème aux femmes âgées, aux femmes avec jeunes enfants. Si la ville procure du travail à de nombreuses femmes, le logement y est aussi trop coûteux pour leurs revenus trop bas. Comment reprendre les « choses en main » ?

Ce numéro de Chronique féministe fournit une précieuse contribution au débat.

SOMMAIRE

Belgique

- Historique de la politique locale d'égalité menée au niveau fédéral, Carine Joly

- La mobilité quotidienne des Belges, Françoise Robert
- Les déplacements urbains, Jean-Paul Hubert
- Les contrats de sécurité
- Les contrats de sécurité (avis du CECH)

Femmes et pouvoir local

- Femmes, genre et développement local, Florence Raes
- Gestion publique et participation des femmes, Tatiana Hernandez et Rita Borquez
- Genre et gestion locale du changement

Une ville agréable tout ça ?

- Femmes âgées dans les lieux et les temporalités de la ville, Monique Haicault

Le temps des femmes en ville

- Les politiques temporelles dans quelques pays de l'Union européenne (résumé), Cécile de Wandeler
- La problématique de genre, Michelle Kergoat
- Le temps et la mobilité, Françoise Robert

S curit /Ins curit

- Déclaration de Montréal
- Comment sécuriser les femmes ?, Anne Michaud
- « Ni putes, ni soumises », Geneviève Simon
- Réglementarisme et prostitution, Caroline Pouseur

Urbanisme et architecture au féminin ?

- Profession : architecte, Monique Bronlet
- L'étude de genre et la transformation urbaine (résumé), Annick Faniel
- Mairesse et conseillères, Bérengère Marques-Pereira
- L'architecture au féminin, Sophie Stoffel

Bibliographie, Sabine Bassez

- Attentives
- Mémoires des lauréates du Prix de l'Université des femmes 2003
- Billet d'humeur

- Anniversaire de Marie-Thérèse Cuvelliez
- Lectures/parutions

Contact : Chronique féministe – Université des femmes – 10,
rue du Méridien 1210 Bruxelles – Tél. 02/229 38 25 – Fax : 02/229
38 53 – Courriel : universitedesfemmes@tiscali.be

Enfances

▲ N° 19, 2003

Revue du Groupe interdisciplinaire d'études sur les femmes

SOMMAIRE

- Le statut de l'enfant dans la société moderne, Daniel Vander Gucht
- Nourrices et pupilles des hospices : une affection partagée ? 1850-1900, Daniel Murat
- Les enfants martyrs (1892-1912), France Hurt
- Orphelins et orphelines placés chez autrui, Pierre Burniat
- Le Conseil international des femmes et la protection de l'enfance, 1888-1989, Catherine Jacques et Sylvie Lefebvre
- La femme avocate, 1889-1922, Jean-Pierre Nandrin
- La tension entre politique européenne de reconnaissance et politique de réalisation de l'égalité entre les sexes, Selma Bellal
- Recherches en cours
- Comptes rendus

Nouvelles questions féministes. NQF

▲ Vol. 23, n° 1, 2004

Revue internationale francophone

Les disciplines en jeu

SOMMAIRE

dito

- L'interdisciplinarité entre idéal et réalité – une approche pragmatique, Martine Chaponnière, Gabrielle Hiltmann

Grand angle

- Impossible interdisciplinarité ?, Martine Chaponnière
- Exercices de changement de perspectives, Astrid Deuber-Mankowsky
- L'expérience interdisciplinaire à l'École doctorale lémanique en études genre, Lorena Parini
- La vieillesse est féminine – Qui s'en soucie ?, Pasqualina Perrig-Chiello, Frédéric Darbellay
- Interroger la figure à la croisée des cinémas et des genres, Patricia Caillé

Champ libre

- Un féminisme « tous publics » ? Modeste essai d'autopédagogie, Silvi Ricci Lempen
- La critique de l'ENVEFF signée par Marcela Iacub et Hervé Le Bras ou l'arroseur arrosé, Maria de Koninck, Solange Cantin
- Le mythe de l'androgynie et la consécration des genres dans le roman français de l'entre-deux guerres, Ghäïss Jasser

Parcours

- La lucidité, l'émotion. Entretien avec Nicole Brossard, poète et romancière, Lori Saint-Martin

Recherches féministes

▲ Vol. 16, n° 2, 2003

gatement m re. L obligation de comp tence

SOMMAIRE

- Présentation, Manon Niquette
- L'allaitement et la société, Yvonne Kniebiehler
- Travailler ou ne pas travailler. Le désir d'emploi des nouvelles mères et la dépression postnatale, Catherine des Rivières-Pigeon, Lise Goulet, Louise Séguin et Francine Descarries
- De la volonté de tout contrôler à l'isolement : l'expérience paradoxale de la maternité chez de jeunes mères, Anne Quéniart et Stéphanie Vennes

- L'expérience maternelle et la consommation de substances psychoactives, Maria de Koninck, Louise Guyon et Pauline Morissette
- Les représentations de la sage-femme dans la presse francophone québécoise (1989-2002), Annie Bergeron
- Être mère et en situation de handicap mental : un projet d'accompagnement, Christine Gruson

Women in French Studies

▲ Vol. 11, 2003

CONTENTS

- Préface, Frédérique Chevillot
- En hommage à Adèle King, Donna Kuizenga, Mary Rice-De-Fosse, Samia Spencer, Colette Trout, Colette Winn, Frédérique Chevillot

Essays

- Plaisir du discours, discours sur le plaisir dans l'Heptaméron de Marguerite de Navarre, Fabienne H. Baider
- Voix féminines dans l'œuvre d'Agrippa d'Aubigné, Samuel Junod
- Golden's Silence : Calelhon's Voice, Catherine Parayre
- The young woman and the sea : Lesbians coming of age in coastal communities in the novels of Mireille Best, Stéphanie Schechner
- Un air de famille : Tragi-comédie des sexes et androgynie, Martine Guyot-Bender

Graduate Essay

- Crime original / Crime original: Women and wrongdoing in Hélène Cixous's writing, Alison Rice

Entretiens

- « La véritable patrie de l'écrivain est la langue dans laquelle il écrit » : Entretien avec Françoise Mallet-Joris, Susan Petit

- « La femme traditionnelle, c'est moi ; la femme moderne, c'est aussi moi » : Entretien avec Ken Bugul, Jeanne Garane

Women in French Studies

▲ Special Issue 2003

Selected essays from WIF 2000 Conference

Women in French at the threshold of the 21st century: Historical and contemporary perspectives

CONTENTS

- Préface, Frédérique Chevillot
- Selected essays from WIF 2000 Conference: Introduction, Dana Strand and Joëlle Vitiello
- Francophone women conferences: Traditions and transformations, Ginette Adamson
- « Les houles hurlantes », Madeleine Monette
- « Money », Madeleine Monette
- Les premiers autoportraits de femmes peintres à leur travail sont-ils des manifestes ?, Marie-Jo Bonnet
- Narrating the Americas: Transcolonial Métissage and Maryse Condé's *La migration des cœurs*, Françoise Lionnet
- La « réforme du costume » à la Belle Époque; Christine Bard
- Women's social protest theater in the Université populaire: Véra Starkoff and Nelly Roussel, Cecilia Beach
- « Tout l'enfer est dans mon lit » : le désir au féminin selon Mme Riccoboni, Marianne Charrier-Vozel
- Getting it right the next time, Elissa Gelfand
- Rewriting Rousseau: Madame de Saint-Chamond's Jean-Jacques à Mr. S..., Jeanne Hageman
- Altérité et différence sexuelle de Simone de Beauvoir à la théorie queer, Catherine Phillips
- George Sand: Writing women writing, Annabelle M. Rea
- Artists at work: Women crafting fictions in Sand's day, Mary Rice-DeFosse

Revue

- Enfance magique ou infernale ? Un regard socio-critique sur l'œuvre de Mireille Best, Janine Ricouart
- Héritières et novatrices : les réalisatrices françaises contemporaines, Brigitte Rollet
- L'enfant des deux mondes de Karina Berger : un biculturalisme tranquille, Catherine Slawy-Sutton
- L'écriture du désir : marque particulière de la littérature contemporaine des femmes, Metka Zupancic



*Créons ensemble le Centre sans frontières
de formation et rencontre des femmes*

Les femmes changent le monde, le monde change par la beauté des femmes. En tant que « Fondation mondiale des femmes libres » (FMFL), nous mettons au point un nouveau projet institutionnel pour l'avenir de nos femmes, nos enfants et nos jeunes. Nous voulons fonder le « Centre sans frontières de formation et de rencontre des femmes » grâce au dévouement, à la force et au labeur de nos femmes. Grâce à ce centre, nous voulons permettre à la femme, véritable puissance productrice, exécutive et créatrice de la société, de retrouver sa langue, sa culture et son identité propres.

Notre centre s'institutionnalisera sous la forme d'une ferme où la terre sera travaillée. Une bibliothèque, des ateliers de production, des coins art et culture, des salles de réunion, des espaces d'entretien et de garde de petits animaux, des espaces de couture, des terrains de sport et des parcs d'enfants composeront le centre.

Qu'envisageons-nous de faire ?

C'est à la femme qu'il incombe le plus important rôle dans la création d'un monde et d'une société plus viables. Notre but premier est de dévoiler la capacité de vie et de canaliser l'énergie

de la femme pour le bien de la société. Nous visons par ce projet à faire de la force de création de la femme une puissance de transformation sociale.

Nous avons pour but de former, en tant que mère, la femme dans tous les domaines et de lui faire gagner de nouvelles qualités. Pour cela, nous visons une progression sous tous les aspects : sociaux, culturels, scientifiques, techniques aussi bien qu'en médecine, en pédagogie, en psychologie. Ce sera aussi un défi que de promouvoir le retour des femmes et des enfants vers le travail de la terre et la nature afin de les éloigner du stress quotidien des grandes villes. Nous avons également pour but de permettre un échange réciproque d'expérience entre toutes les femmes et pour ce nous visons une rencontre et une productivité des femmes au-delà des nations. Nos enfants pourront étudier leur langue maternelle grâce à l'enseignement qui sera fourni par le centre. Par ailleurs, des cours d'informatique, de musique, d'art, etc., seront périodiquement donnés.

Comment allons-nous faire ?

Nous voulons réaliser ce projet avec la participation de toutes les femmes. Nous partagerons ce projet avec toutes nos femmes et tous ceux qui souhaitent participer à la mise en place d'une société plus démocratique.

Le Centre ne sera pas celui de la FMFL, mais celui de toutes les femmes. C'est le labeur des femmes qui donnera naissance au centre. Par conséquent, avec ses 50 €, chacune aura contribué à l'achat d'un clou, d'une assiette, d'un matelas ou d'un quelconque outil.

Contact : Fondation mondiale des femmes libres (FMFL) / International Free Women's Foundation – Wibautstraat 3, NL-1091 Amsterdam – info@freewomensfoundation.org



*ulletins
de
commande*

Actes des journées de l'ANEF

Brochures disponibles au secrétariat de l'ANEF – 34, rue du Professeur-Martin 31500 TOULOUSE.

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

Cocher les brochures commandées.

- Pouvoir, parité, représentation politique
- Etudes féministes, militantisme et mouvement des femmes
- Les féministes face à l'antisémitisme et au racisme
- Lien sexuel, lien social
- Femmes, féminisme, féminité : représentations et ruptures
- Féminisme et polar
- École : inégalités de sexe
- Études féministes : quelle visibilité ?
- Annuaire des adhérentes

**PRIX
frais d'envoi inclus**

7 €

7 €

7 €

7 €

7 €

7 €

7 €

7 €

15 €

Total de la commande : €

Prière de joindre le règlement à la commande.



Association Nationale des Etudes Féministes

ARTICLE 1 - Il est fondé entre les adhérentes aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 18 août 1901, ayant pour titre : « Association nationale des études féministes » (ANEF). Son siège social est fixé à Paris : 9 bis, rue de Valence 75005. Il pourra être transféré sur simple décision du bureau.

ARTICLE 2 - L'association se propose d'être un lieu de réflexion, d'échanges et de confrontations. Elle se donne comme but principal la promotion des études et recherches féministes, sur les femmes et sur les rapports de sexe et de genre, notamment par :

- l'enseignement, la formation, la création et la recherche, dans et hors institution ;
- la diffusion et la valorisation de ces recherches et de ces problématiques au moyen de publications, colloques, séminaires, rencontres, annuaires... etc. ;
- la création d'enseignements féministes à tous les niveaux d'enseignements ;
- la création de postes, d'équipes et de programmes de recherche dans les organismes publics, parapublics et privés d'enseignement, de formation et de recherches.

Ces buts seront réalisés par toutes actions nécessaires, y compris l'action concertée auprès des pouvoirs publics, régionaux, nationaux et internationaux.

L'association se donne également pour buts :

- la défense des intérêts professionnels et moraux de ses membres et la lutte contre les discriminations sexistes ;
- le maintien et le développement de relations d'échanges, de respect mutuel et de solidarité entre ses membres ;
- le développement de liaisons avec les associations et les groupes nationaux ou étrangers, la participation aux réseaux européens et internationaux d'études féministes.

ARTICLE 3 - Peuvent devenir membres de l'association les femmes, sans distinction de nationalité, qui sont en accord avec les buts de l'association, et s'engagent à travailler à leur réalisation. Les demandes d'adhésion sont adressées au conseil d'administration.

L'association admet également, à titre d'associés, des groupes des institutions, et les individus qui soutiennent ses objectifs. La qualité de membre se perd par démission, non-paiement de la cotisation ou tout autre motif prévu au règlement intérieur.

ARTICLE 4 - Les ressources de l'association comprennent : le montant des cotisations, les dons, legs et subventions accordées pour le fonctionnement et la réalisation des buts de l'association dans les limites fixées par la loi.

ARTICLE 5 - L'assemblée générale comprend tous les membres de l'association. Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation du conseil d'administration. L'ordre du jour est indiqué sur les convocation. La présidence est assurée par un membre du conseil d'administration.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées par le conseil d'administration, soit à son initiative, soit à la demande transmise au conseil d'administration du cinquième des membres.

ARTICLE 6 - L'assemblée générale est l'instance souveraine. Elle définit les orientations. Le conseil d'administration est élu pour 2 ans par l'assemblée générale des membres à jour de leur cotisation et dans un souci de représentativité des régions conformément au règlement intérieur. Il désigne en son sein chaque année un bureau formé au moins d'une présidente, une secrétaire, une trésorière, et suscite la mise en place de commissions responsables devant lui. Toutes les décisions du conseil sont prises de façon collégiale.

ARTICLE 7 - Un règlement intérieur est établi par le conseil d'administration qui le fait approuver par l'assemblée générale. Il est destiné à préciser les statuts et à fixer les divers points non prévus par ceux-ci notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

ARTICLE 8 - La révision des présents statuts ne pourra avoir lieu qu'à la suite d'une proposition présentée à l'assemblée générale, soit par le conseil d'administration, soit par un cinquième des membres inscrits. Le vote ne pourra avoir lieu qu'à une prochaine assemblée générale qui sera convoquée sur cet ordre du jour. La décision est prise à la majorité des membres inscrits.

ARTICLE 9 - La dissolution de l'association est prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'assemblée générale convoquée sur cet ordre du jour et représentant la majorité absolue des membres inscrits. Une ou plusieurs liquidatrices sont nommées par cet assemblée et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.



Association Nationale des Etudes Féministes

BULLETIN D'ADHÉSION 2004

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Pays :

J'ai pris connaissance des statuts de l'ANEF.

Signature :

Membre adhérent-e : 30 € (revenus mensuels inférieurs à 1 500 €)
45 € (revenus mensuels supérieurs à 1 500 €)
15 € (pour les étudiant-e-s – sur justificatif)
Membre associé-e : 50 €
Service du bulletin seul : 50 € (institutions)

L'adhésion est annuelle (année civile janvier-décembre) et inclut l'abonnement au Bulletin.

Règlement et bulletin d'adhésion ou d'abonnement à renvoyer à l'ordre de :
ANEF – 34, rue du Professeur- Martin 31500 TOULOUSE